



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/6  
2 mars 2009

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquante-septième réunion  
Montréal, 30 mars – 3 avril 2009

**ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DE PROJETS EN RETARD ET PERSPECTIVES DES PAYS  
VISÉS À L'ARTICLE 5 À SE CONFORMER AUX PROCHAINES MESURES DE  
RÉGLEMENTATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL**

## SOMMAIRE ANALYTIQUE

- Tous les pays qui risquent de ne pas se conformer aux réductions intérimaires avant 2010 disposent de projets approuvés ou d'activités inscrites dans les plans d'activités de 2008-2010 qui permettront d'atteindre leurs objectifs ou de contribuer à leur réalisation, sauf les projets suivants:
  - Les halons en Somalie (pour lesquels le financement est disponible si les conditions sont propices) et au Vanuatu (le Vanuatu faisait partie de la stratégie des Îles du Pacifique et une assistance CAP spéciale est prévue à son intention);
  - Le bromure de méthyle au Vanuatu (le Vanuatu faisait partie de la stratégie des Îles du Pacifique et une assistance CAP spéciale est prévue à son intention).
- Les données de 2007 communiquées par six pays indiquent une possibilité de non-conformité aux mesures de réglementation du CFC (Arabie saoudite, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, États fédérés de Micronésie, Somalie et Vanuatu), des halons (Somalie et Vanuatu), du bromure de méthyle (Équateur et Vanuatu) et du tétrachlorure de carbone (Bolivie, Chili, Cuba, Indonésie, Mexique et Paraguay).
- Sur les 41 problèmes de conformité constatés dans des pays visés à l'Article 5 (A5) dont est saisi le Comité d'application, 9 ont été résolus, 6 n'ont pas été résolus, 16 ont peut être trouvé solution (d'après les rapports des agences, qu'il reste à confirmer); quant aux 10 derniers, aucun renseignement n'a été communiqué à leur sujet.
- D'après les données sur la mise en œuvre des programmes de pays,
  - Neuf pays seulement ont soumis des données en utilisant le système en ligne.
  - Sur un total estimatif de 4 718 tonnes PAO consommées en 2007 dans les pays A5, (à l'exclusion des HCFC), il reste environ 1 739 tonnes PAO (d'après les données relatives à l'article 7 (A7) pour six pays qui n'ont pas communiqué de données de programmes de pays) que le Comité exécutif doit considérer aux fins de mesures à prendre.
  - La majeure partie des 1 739 tonnes PAO restantes est constituée par le bromure de méthyle (BM) (1 548,7 tonnes PAO), les CFC (159,5 tonnes PAO), les halons (30,1 tonnes PAO), le CTC et le TCA (moins d'une tonne PAO).
  - Les données des programmes de pays indiquent une consommation totale de 390 706 tonnes de HCFC (25 777 tonnes PAO). Dans les pays qui ont communiqué des données pour 2006 et 2007, la consommation de HCFC a augmenté de 17 % et celle de CFC a baissé de 61 % entre 2006 et 2007.
  - Parmi les 135 pays qui ont soumis des informations sur les systèmes de permis, 125 ont indiqué que ces systèmes étaient opérationnels (112 des 119 pays qui ont communiqué des données pour 2007 disposaient de tels systèmes, dont 93,8 % fonctionnaient « bien » ou « très bien »).
  - Le prix des CFC et de plusieurs substances de remplacement est à la hausse dans la plupart des pays. Par contre, les prix des HCFC-22, HCFC-141b, HCFC-142b et HFC-134 étaient inférieurs à ceux des CFC-11 et CFC-12.
- Les 92 pays qui ont soumis des données sur les indicateurs de progrès vers la conformité ont indiqué qu'ils étaient confiants ou très confiants de pouvoir atteindre ou maintenir leur objectif. La plupart des pays (23) qui risquent de ne pas réaliser la conformité sont ceux dont les projets ont été approuvés depuis moins d'un an, et ceux (18 au total) dont les projets souffrent de retards.

- D'autres analyses seront nécessaires pour évaluer les progrès réalisés dans les activités d'élimination en 2010, pour lesquelles des rapports ne seront soumis qu'en 2011. Les analyses faites après 2011 porteront essentiellement sur les possibilités de conformité aux mesures de réglementation du BM et des HCFC, sur le suivi des mélanges de HCFC, ainsi que sur les CTC/halons utilisés comme produits intermédiaires, et toutes autres substances qui pourraient être ajoutées aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal. Le Secrétariat propose d'utiliser à cette fin ses ressources existantes, pour une certaine durée.

## Introduction

1. Le présent document se compose de cinq parties:
  - a) La Partie I donne suite aux décisions 32/76 b) et 46/4, qui demandent au Secrétariat de préparer, pour chaque réunion du Comité exécutif, une mise à jour de l'état de conformité des pays A5 qui font l'objet de mesures de réglementation du Protocole de Montréal.
  - b) La Partie II contient des informations sur les pays A5 qui font l'objet de décisions des Parties et de recommandations du Comité d'application relatives à la conformité.
  - c) La Partie III présente des données sur la mise en œuvre des programmes de pays (PP), ainsi qu'une analyse des données sur la consommation de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) par secteur. Elle contient également une section sur les caractéristiques des programmes nationaux d'élimination des SAO.
  - d) La Partie IV rend compte des progrès enregistrés dans la réalisation de la conformité, et contient des informations sur les projets souffrant de retards dans l'exécution.
  - e) La Partie V est un rapport sur l'utilité et le volume de travail associé à la préparation des évaluations du risque de non-conformité.
2. L'analyse et les conclusions figurant dans le présent document ne préjugent aucunement de l'état de conformité déterminé par la Réunion des Parties, qui est le seul organe habilité à faire une telle évaluation. Les données communiquées en application de l'Article 7 (A7) du Protocole ont servi exclusivement à déterminer sur une base annuelle l'état de conformité des pays. L'analyse présentée dans les pages qui suivent est fondée sur une combinaison de données soumises au Secrétariat du Fonds sur l'exécution des programmes de pays pour diverses dates de conformité et sur les données A7. Le présent document ne prétend donc pas déterminer la conformité *per se*. Il évalue plutôt les perspectives des pays A5 dans leurs efforts de réaliser la conformité par rapport à une ou plusieurs mesures de réglementation du Protocole de Montréal. Il a pour principal objet de déterminer les SAO qu'il reste à éliminer par des mesures appuyées par le Fonds multilatéral.

## PARTIE I: ÉTAT ET PERSPECTIVE DE CONFORMITÉ (D'APRÈS LES DONNÉES LES PLUS RÉCENTES DISPONIBLES)

3. La présente section donne les résultats de l'analyse de l'état de conformité aux mesures de réglementation jusques et y compris les mesures de 2005 régissant les halons, le bromure de méthyle (BM), le tétrachlorure de carbone (CTC) et le méthyle chloroforme (TCA) et les mesures de 2007 régissant les CFC.<sup>1</sup> L'analyse suppose que la consommation la plus récente indiquée au titre de l'A7 ou dans les programmes de pays tienne compte des quantités éliminées par des projets achevés approuvés par le Comité exécutif. Depuis la création du Fonds multilatéral jusqu'en décembre 2007, 360 558 tonnes PAO ont été éliminées dans le cadre des projets réalisés. Ce chiffre inclut 65 647 tonnes PAO de production de CFC, 41 658 tonnes PAO de production de halons, 44 936 tonnes PAO de production de CTC, 100 tonnes PAO de production de TCA et 5 tonnes PAO de production de BM. Les projets achevés ont été estimés à 1,65 milliards \$US sur un total approuvé de quelque 2,14 milliards. Une description

<sup>1</sup> Aucun projet n'a été identifié comme se rapportant aux substances de l'Annexe B-1; le Comité exécutif n'a ni examiné ni financé de projets couvrant ces substances, qui doivent faire l'objet d'une réduction de 85 % par rapport au niveau de base à compter de 2007.

détaillée de la méthodologie utilisée dans les analyses est présentée dans la note UNEP/OzL.Pro/ExCom/37/18, soumise à la 37<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif.

4. L'analyse a utilisé les données les plus récentes disponibles. Au 16 février 2009, 4 pays A5 ont soumis des données de 2008 en application de l'A7 et 138 pays ont soumis des données de 2007 (comparé à 121 pays en octobre 2008). Deux autres pays ont communiqué au Secrétariat du Fonds des données de 2008 concernant uniquement la mise en œuvre des programmes de pays conformément à la décision 17/34. Dans le cas des Tonga, qui n'ont soumis de données ni pour 2007 ni pour 2008, l'analyse a utilisé les données de consommation de 2006 au titre de l'A7. On a supposé que les niveaux de consommation de SAO les plus récents indiqués n'ont pas augmenté.

5. Les agences d'exécution bilatérales et multilatérales ont soumis des rapports d'avancement annuels à la 55<sup>e</sup> Réunion du Comité exécutif, contenant des données sur l'état de mise en œuvre de tous projets et activités approuvés par le Comité jusqu'à la fin de 2007. Les données sur les approbations potentielles de 2009 sont tirées du *Plan d'activités général du Fonds multilatéral pour les exercices 2009-2011*, soumis à la 57<sup>e</sup> Réunion.

6. Le Secrétariat du Fonds poursuivra la synthèse de toutes les données incluses dans les versions antérieures des rapports sur l'état et les perspectives de conformité, qui ont servi aux analyses du Secrétariat du Fonds. Ces données sont disponibles sur demande.

## **SECTEUR DE LA PRODUCTION**

7. Parmi les sept<sup>2</sup> pays A5 qui disposent d'installations de production de CFC, les gouvernements de l'Argentine, de la Chine, de l'Inde, du Mexique, de la République populaire démocratique de Corée et de la République bolivarienne du Venezuela, ont conclu des accords aux fins de réductions planifiées. Le gouvernement du Brésil a indiqué qu'il a éliminé la production de CFC de sa propre initiative. Dans le domaine de la production de halons, le gouvernement de la Chine a un accord en vigueur, tandis que le gouvernement de l'Inde a reçu une subvention unique pour la clôture de ses installations de production.

8. Quatre pays (Brésil, Chine, Inde et République populaire démocratique de Corée) ont une production de base de CTC. Le Comité exécutif a déjà approuvé des projets pour l'élimination totale de CTC dans les secteurs de la production et de la consommation dans trois pays (Chine, Inde et République populaire démocratique de Corée). Un projet pour le secteur des agents de transformation a été approuvé pour le Brésil à la 54<sup>e</sup> Réunion.

9. Des projets de fermeture des installations de production du bromure de méthyle (BM) ont été approuvés pour la Chine, qui est l'un des deux pays A5 ayant de telles installations, l'autre pays étant la République de Corée, qui ne demande pas l'assistance du Fonds.

## **SECTEUR DE LA CONSOMMATION**

10. La présente section fait le sommaire des résultats d'une analyse détaillée de la situation des pays qui semblent être en situation de non-conformité ou qui risquent de l'être. Le sommaire est fondé sur des données figurant dans l'Annexe I, qui contient des informations détaillées pour chaque pays, ventilées par substance. L'Annexe I indique également si les pays ont reçu toute l'assistance qu'ils peuvent s'attendre à recevoir du Comité exécutif.

---

<sup>2</sup> La Roumanie n'est pas incluse, bien qu'elle ait reçu des fonds pour l'élimination de la production et de la consommation, car elle a été reclasée comme pays non visé à l'Article 5 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

11. L'évaluation de l'état de conformité présentée à l'Annexe I montre également la date d'approbation de l'activité devant promouvoir la conformité et indique si le pays a rendu compte de l'établissement d'un système de permis. Ces informations devraient contribuer à permettre au Comité exécutif de mieux évaluer les perspectives de conformité des pays puisque la date d'approbation indique la durée de l'exécution d'un projet ou d'une entente, tandis que les renseignements sur l'établissement d'un système de permis montrent que des mesures de réglementation sont en place pour réaliser la conformité future, indépendamment de la consommation actuelle. Les informations sur l'approbation des projets sont tirées du Répertoire des projets approuvés. Les données sur l'établissement des systèmes de permis communiquées par le Secrétariat de l'Ozone datent du 16 février 2009.

## CFC

12. Le Tableau 1 fait le sommaire de la situation de conformité des pays aux mesures de réglementation des CFC. D'après les données les plus récentes communiquées sur leur consommation, 144 pays semblent actuellement être en conformité; un pays n'a pas encore soumis de données pour 2007 ou 2008. Le Tableau 1 indique le type de données soumises et les données provenant de pays qui semblent être en conformité. Il couvre aussi les pays qui présentent des risques de non-conformité, regroupés en trois catégories: i) pays dont la consommation la plus récente dépasse le niveau de référence; ii) pays qui semblent être en état de non-conformité ou qui risquent de ne pas se conformer aux niveaux de 2005 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 50 % de réduction; et iii) pays qui semblent être en état de non-conformité ou qui risquent de ne pas se conformer aux niveaux de 2007 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 85 % de réduction.

Tableau 1

### MESURES DE RÉGLEMENTATION DES CFC: SOMMAIRE DES SITUATIONS DE CONFORMITÉ, DE NON-CONFORMITÉ OU DE RISQUE DE NON-CONFORMITÉ

Données	Pays en conformité	Pays dont la consommation la plus récente dépasse la limite de gel de base	Pays en non-conformité effective ou risquant d'être en non-conformité à la mesure de réduction de 2005 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 50% de réduction	Pays en non-conformité effective ou risquant d'être en non-conformité à la mesure de réduction de 2007 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 85% de réduction
Données de consommation les plus récentes	144 pays	Vanuatu	Deux pays (Bosnie-Herzégovine et Vanuatu. La Bosnie-Herzégovine était en situation de non-conformité à son plan d'action)	6 pays (Arabie saoudite, Bangladesh, Bosnie-Herzégovine, États fédérés de Micronésie, Somalie et Vanuatu). La Bosnie-Herzégovine et les États fédérés de Micronésie étaient en situation de non-conformité avec leurs plans d'action
Données de 2008 (A7 ou PP)	6 pays	N/A	Néant	Néant

13. Tous les pays dont la consommation la plus récente dépasse les mesures de réglementation correspondantes ou qui sont considérés comme étant à risque de non-conformité, soit ont reçu un appui du Fonds multilatéral, soit disposent, dans leurs plans d'activités de 2009-2011, de projets destinés à répondre à leur besoin de conformité.

## **Halons**

14. Le Tableau 2 est un sommaire de l'état de conformité des pays aux mesures de réglementation des halons. D'après leurs données de consommation les plus récentes, 144 pays semblent actuellement être en conformité. Soixante-quatorze pays ont indiqué une consommation nulle de halons entre 1995 et 2008. Cinquante-neuf pays, dont des pays participant à des banques régionales de halons, ont reçu un appui pour des activités de stockage de halons ou des accords d'élimination. Le Tableau 2 présente le type de données communiquées et identifie les pays qui semblent être en conformité. Les pays qui présentent des risques de non-conformité sont groupés dans deux catégories: i) ceux dont la consommation la plus récente dépasse la limite de référence; et ii) ceux qui semblent être en situation de non-conformité ou qui risquent de ne pas se conformer aux mesures de réglementation de 2005 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 50 % de réduction.

Tableau 2

### **MESURES DE RÉGLEMENTATION DES HALONS: SOMMAIRE DES SITUATIONS DE CONFORMITÉ, DE NON-CONFORMITÉ OU DE RISQUE DE NON-CONFORMITÉ**

<b>Données</b>	<b>Pays en conformité</b>	<b>Pays dont la consommation la plus récente dépasse la limite de base pour les halons</b>	<b>Pays risquant de ne pas atteindre la cible de réduction de 50 % pour les halons</b>
Consommation la plus récente	144 pays (70 pays ont indiqué un certain niveau de consommation et/ou un niveau de base)	Vanuatu	Somalie et Vanuatu
Données de 2008 (A7 ou PP)	6 pays (3 pays ont indiqué un certain niveau de consommation et/ou un niveau de base)	Néant	Néant

15. La Somalie et le Vanuatu sont les seuls pays dont la consommation la plus récente dépasse les niveaux visés par les mesures de réglementation. Ces deux pays n'ont reçu aucune aide du Fonds multilatéral. Une activité pourrait être établie pour la Somalie, lorsque les conditions sur place permettront une mise en œuvre continue du programme d'élimination et des résultats durables. Quant au Vanuatu, il faisait partie de la stratégie régionale d'élimination des Îles du Pacifique et le PNUE prévoit d'y déployer une activité d'activité spéciale CAP.

## **Bromure de méthyle**

16. Le Tableau 3 fait le sommaire de la situation de conformité des pays aux mesures de réglementation du BM (à l'exclusion de la quarantaine et des mesures préalables à l'expédition). Les 138 pays A5 sur les 139 qui ont ratifié l'Amendement de Copenhague ont communiqué toutes les données de base. Sur ces 139 pays, 57 ont indiqué zéro pour leur consommation de base aussi bien que la consommation la plus récente, tandis qu'un pays a signalé ne pas disposer de ces renseignements. Quarante-vingt-dix-neuf pays A5 ont reçu l'assistance du Fonds multilatéral pour des activités ou des projets d'élimination du BM. Le Tableau 3 indique le type de données soumises et identifie les pays qui semblent être en conformité. Il inclut aussi les pays qui risquent d'être en état de non-conformité, classés en deux catégories, comme suit: i) ceux dont la consommation la plus récente dépasse la limite de référence; et ii) ceux qui semblent être en situation de non-conformité ou qui risquent de ne pas se conformer aux mesures de réglementation de 2005 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 20 % de réduction.

Tableau 3

**MESURES DE RÉGLEMENTATION DU BROMURE DE MÉTHYLE:  
SOMMAIRE DES SITUATIONS DE CONFORMITÉ, DE NON-CONFORMITÉ  
OU DE RISQUE DE NON-CONFORMITÉ \***

<b>Data</b>	<b>Pays en conformité</b>	<b>Pays dont la consommation la plus récente dépasse la limite de base pour le BM</b>	<b>Pays risquant de ne pas atteindre la cible de réduction de 20 % pour le BM</b>
Consommation la plus récente	141 pays (82 pays ont indiqué un certain niveau de consommation et/ou un niveau de base)	Équateur et Vanuatu	Équateur et Vanuatu
Données de 2008 (A7 ou PP)	6 pays (4 pays ont indiqué un certain niveau de consommation et/ou un niveau de base)	Néant	Néant

\* Le présent tableau couvre les 143 pays A5 qui ont communiqué des données sur leur consommation de base et leur consommation la plus récente.

17. Tous les pays dont la consommation la plus récente dépasse les mesures de réglementation ont reçu un soutien du Fonds multilatéral, sauf le Vanuatu, qui dispose d'une activité d'assistance spéciale CAP et faisait partie de la stratégie régionale d'élimination des îles du Pacifique.

#### Tétrachlorure de carbone

18. Le Tableau 4 est un résumé de la situation de conformité des pays aux mesures de réglementation du CTC. Les données résumées n'incluent pas les matières intermédiaires et ne fait pas de ventilation par utilisation ultime (ex : solvants et agents de transformation). Sur les 144 pays qui ont soumis des données de base, 88 ont indiqué zéro comme consommation de base et consommation la plus récente. Le Tableau 4 indique le type de données soumises et identifie les pays qui semblent être en conformité. Il inclut aussi les pays qui pourraient être en état de non-conformité ou qui risquent de ne pas se conformer aux mesures de réglementation de 2005 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 85 % de réduction.

Tableau 4

**MESURES DE RÉGLEMENTATION DU TÉTRACHLORURE DE CARBONE:  
SOMMAIRE DES SITUATIONS DE CONFORMITÉ, DE NON-CONFORMITÉ  
OU DE RISQUE DE NON-CONFORMITÉ**

<b>Data</b>	<b>Pays en conformité</b>	<b>Pays qui pourraient être non conformes ou risquent de ne pas se conformer aux mesures de réglementation de 2005 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 85 % de réduction</b>
Consommation la plus récente	138 pays (50 pays ont indiqué un certain niveau de consommation et/ou un niveau de base)	Six pays: Bolivie, Chili, Cuba, Indonésie, Mexique et Paraguay. (Le Paraguay était en conformité avec les dispositions de son Plan d'action de 2007)
Données de 2008 (A7 ou PP)	6 pays (2 pays ont indiqué un certain niveau de consommation et/ou un niveau de base)	Néant

19. Tous les pays dont la consommation la plus récente dépasse les mesures de réglementation ont reçu un soutien du Fonds multilatéral.

### **Méthyle chloroforme**

20. Le Tableau 5 fait le sommaire de la situation de conformité des pays aux mesures de réglementation du TCA. Sur les 144 pays qui ont soumis des données de base, 102 ont indiqué zéro comme consommation de base et consommation la plus récente. Le Tableau 5 indique le type de données soumises et identifie les pays qui semblent être en conformité. Les pays qui risquent d'être en état de non-conformité sont classés en deux catégories, comme suit: i) ceux dont la consommation la plus récente dépasse la limite de référence; et ii) ceux qui pourraient être en situation de non-conformité ou qui risquent de ne pas se conformer aux mesures de réglementation de 2005 parce que leur consommation la plus récente dépasse la cible de 30 % de réduction.

Tableau 5

**MESURES DE RÉGLEMENTATION DU MÉTHYL CHLOROFORME:  
SOMMAIRE DES SITUATIONS DE CONFORMITÉ, DE NON-CONFORMITÉ  
OU DE RISQUE DE NON-CONFORMITÉ**

<b>Data</b>	<b>Pays en conformité</b>	<b>Pays dont la consommation la plus récente dépasse la limite de base pour le TCA</b>	<b>Pays qui pourraient être non conformes ou risquent de ne pas atteindre la cible de 30 % de réduction du TCA</b>
Consommation la plus récente	144 pays (42 pays ont indiqué un certain niveau de consommation et/ou un niveau de base)	Néant	Néant
Données de 2008 (A7 ou PP)	6 pays (Aucun pays n'a indiqué de niveau de consommation et/ou de niveau de base)	Néant	Néant

**PART II: SITUATION DE CONFORMITÉ DANS LES PAYS FAISANT L'OBJET DE DÉCISIONS DES PARTIES SUR LA CONFORMITÉ ET LES PAYS À RISQUE DE NON-CONFORMITÉ**

21. La présente section concerne les pays A5 qui font l'objet de décisions liées à la conformité et les pays qui présentent des risques de non-conformité.

22. Les Parties ont pris 41 décisions liées à la conformité (incluant une demande de révision du niveau de base) pour 34 pays, dont le Comité d'application est saisi en 2009. Ces questions incluent les problèmes de réglementation (systèmes de permis/quotas et interdiction d'importations de matériel contenant des SAO), la communication de données et la conformité aux mesures de réglementation/plans d'action, par substance. Le Tableau 6 indique l'ampleur des progrès réalisés pour donner suite aux décisions du Comité d'application, sur la base des informations fournies par le Secrétariat de l'Ozone et les agences, ainsi que des données contenues dans les programmes de pays.

Tableau 6**ÉTAT DE CONFORMITÉ À LA SUITE DE DÉCISIONS DES PARTIES**

<b>Domaine de conformité</b>	<b>Oui</b>	<b>Oui, mais non confirmé</b>	<b>Non</b>	<b>Non, mais prévu pour cette année</b>	<b>Non disponible</b>	<b>Total</b>
Élimination de CFC	2				1	3
Élimination de CFC	1	5	1		4	11
Élimination de CTC	1	2			2	5
Communication de données	1				1	2
Élimination des halons		2	1		1	4
Élimination du bromure de méthyle	1	4				5
Élimination du méthyle chloroforme		1			2	3
Mesures de réglementation	2		5	1		8
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>41</b>

**INFORMATIONS DANS L'ANNEXE II**

23. L'Annexe II contient des informations sur les pays qui font l'objet de décisions des Parties liées à la conformité et qui n'ont pas encore pris les mesures stipulées dans ces décisions, ou qui semblent être en situation de non-conformité. Les résultats sont ventilés par domaine de conformité et par pays.

24. L'Annexe comprend également une colonne intitulée "Observations du Fonds multilatéral" qui donne des renseignements tirés des rapports sur les données des programmes de pays soumis par les Unités nationales d'ozone, les apports des agences d'exécution multilatérales et bilatérales, ainsi que des données figurant dans les rapports périodiques et les rapports de situation les plus récents. Enfin, l'Annexe incorpore aussi des informations qui figuraient précédemment dans les rapports sur les retards d'exécution des projets souffrant de retard dans les pays ayant des problèmes de conformité.

**PARTIE III: DONNÉES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES DE PAYS**

25. La Partie III contient des données sur la mise en œuvre des PP, soumis au Secrétariat du Fonds avant le 1<sup>er</sup> mai de chaque année, indiquant la consommation de SAO par secteur. La présente section présente également des renseignements sur les caractéristiques des programmes d'élimination de SAO des pays.

**DONNÉES SUR LA CONSOMMATION DE SAO PAR SECTEUR**

26. La base de données sur les programmes de pays peut être consultée sur le site web du Secrétariat du Fonds ([www.multilateralfund.org](http://www.multilateralfund.org)) sous le format de tableur électronique Excel 2002 de Microsoft.

27. Au 16 février 2009, le Secrétariat a reçu des rapports sur la mise en oeuvre des programmes de pays pour 2008, envoyés par 5 des 142 pays qui doivent soumettre de tels rapports; il en a reçu de

116 pays pour 2007, de 12 pays pour 2006, de deux pays pour 2005 et d'un pays pour 2003. Les pays ci-après n'ont jamais soumis de données de programme de pays : Arabie saoudite, Érythrée, Guinée équatoriale, Iraq, Somalie et Vanuatu. L'Iraq a ratifié le Protocole récemment, mais tous les autres pays l'ont ratifié en 2005 ou avant. Par contre, l'Arabie saoudite et la Guinée équatoriale n'ont pas reçu d'assistance avant juillet 2006. Il convient de noter en outre que le renouvellement des projets de renforcement des institutions est conditionnel à la réception de telles données. Par ailleurs, les données de mise en œuvre des programmes de pays doivent être soumises avant la dernière réunion de l'année et aux réunions qui suivent, comme condition préalable à l'approbation de fonds pour les projets et leur libération. Tous les pays qui demandent des PGEF ou des NPP aux fins d'examen à la 57<sup>e</sup> Réunion ont soumis des données de programmes de pays pour 2007, conformément à la Décision 52/5, à l'exception de la Guinée équatoriale, de la République populaire démocratique de Corée et des Samoa.

28. Bien que les niveaux de consommation enregistrés relèvent d'années différentes et ne correspondent pas nécessairement aux données soumises au titre de l'A7, les données des programmes de pays permettent de faire une évaluation sectorielle à jour, par pays et à l'échelle mondiale. Ces données devraient aider les pays A5 intéressés et le Comité exécutif à évaluer les quantités qu'il reste à éliminer sur une base sectorielle.

29. Le Tableau 7 présente le total de la consommation restante de SAO à éliminer par secteur, compte tenu des projets qui ont été approuvés sans être mis en oeuvre. Il contient aussi la consommation totale à éliminer dans les projets approuvés mais non achevés, ainsi que le pourcentage du restant à éliminer (par secteur).

Tableau 7

#### **CONSOMMATION TOTALE DE SAO QU'IL RESTE À ÉLIMINER PAR SECTEUR**

Secteur	Total Consommation la plus récente	Pourcentage par rapport au total de la consommation la plus récente	Total de l'élimination approuvée mais non achevée	Quantité restante à éliminer	Pourcentage du restant par rapport au total de la consommation la plus récente
Aérosols	538,9	2,8%	608,5	*	N/D
Mousses	601,0	3,2%	724,4	*	N/D
Fumigènes	3 455,8	18,2%	2 625,0	830,8	24,0%
Halons	1 223,9	6,4%	2 520,9	*	N/D
Utilisations aux laboratoires	288,8	1,5%	0,0	288,8	100,0%
MDI	2 136,9	11,2%	1 791,0	345,9	16,2%
Agents de transformation	513,6	2,7%	319,2	194,4	37,8%
Réfrigération	9 197,3	48,4%	4 833,6	4 363,7	47,4%
Solvants	1 039,9	5,5%	325,2	714,7	68,7%
Agents de stérilisation	0,0	0,0%	0,0	0,0	N/D
Tabac	6,0	0,0%	0,0	6,0	100,0%
<b>Total</b>	<b>19 002,1</b>	<b>100,0%</b>	<b>13 747,8</b>	<b>6 744,3</b>	<b>35,5%</b>

\* L'élimination approuvée est supérieure à la consommation la plus récente.

30. La quantité d'élimination de SAO approuvée mais non réalisée (Tableau 7) n'inclut pas la quantité approuvée en principe pour les accords pluriannuels ou l'élimination qui devrait résulter de la mise en œuvre des PGF et du stockage de halons. Outre l'élimination déjà financée, le Comité exécutif a approuvé, en principe, des projets d'élimination sectorielle et nationale pour lesquels des tranches annuelles de financement sont libérées sur la base des réductions prévues réalisées.

31. L'élimination résultant des tranches annuelles futures couvrira une partie importante de la consommation restante indiquée dans le Tableau 7. D'autre part, alors que les PGF des pays à faible volume de consommation (FVC) représentent 85 % de la consommation de base de ces pays, les données des projets approuvés mais non réalisés ne tiennent pas compte de la totalité d'un tel volume. En outre, l'élimination de SAO approuvée mais non réalisée indiquée dans le Tableau 7 n'inclut pas certaines consommations de halons dans les pays qui ont déjà reçu un projet de stockage de halons.

32. Le Tableau 8 indique la consommation restante, ventilée par substance, dont le Comité exécutif n'a pas encore été saisi, après avoir tenu compte des accords pluriannuels, des PGF pour les pays FVC et du stockage de halons.

Tableau 8

**TOTAL DE LA CONSOMMATION DE SAO RESTANTE, PAR SUBSTANCE, ÉTABLI  
D'APRÈS LES DONNÉES DES PROGRAMMES DE PAYS**

**(COMPTE DÛMENT TENU DE L'ÉLIMINATION REPRÉSENTÉE PAR LES PGF POUR LES  
PAYS FVC, LE STOCKAGE DE HALONS, LES PROJETS D'ÉLIMINATION TOTALE ET LES  
ACCORDS PLURIANNUELS APPROUVÉS EN PRINCIPE)**

33. Le soumis à la 54<sup>e</sup> Comité indique une restante de PAO à régler, données les des

Produits chimiques	Consommation de SAO restante (tonnes PAO)
CFC	75,4
CTC	0,3
Halons	0,0
BM	1 548,3
TCA	0,5
<b>Total</b>	<b>1 624,5</b>

document  
Réunion du  
exécutif  
quantité  
4 561,8 tonnes  
d'après les  
plus récentes  
programmes de

pays et compte tenu des projets approuvés mais non mis en oeuvre. La consommation a pu être réduite de 2 937,3 tonnes PAO grâce à des fonds approuvés aux 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> Réunions du Comité exécutif; des données de consommation actualisées reçues depuis la parution du document ont été présentées à la 54<sup>e</sup> Réunion. La consommation restante de SAO est fondée sur les données de programmes de pays soumis par 136 pays A5. Les six pays qui n'ont pas communiqué de données de programmes de pays pourraient également demander l'assistance du Fonds. Compte tenu des données soumises au titre de l'A7 pour ces cinq pays, la quantité totale de SAO restante serait de 1 739,0 tonnes PAO, si l'on tient compte de l'élimination que représentent les PGF pour les pays FVC, le stockage de halons, l'élimination totale dans le cadre des projets et les accords pluriannuels approuvés en principe (Tableau 9). Cela représente une réduction par rapport au chiffre de 4 718,0 tonnes PAO communiqué à la 54<sup>e</sup> Réunion.

Tableau 9

**TOTAL DE LA CONSOMMATION RESTANTE DE SAO, PAR SUBSTANCE, ÉTABLI  
D'APRÈS LES DONNÉES DES PROGRAMMES DE PAYS ET LES DONNÉES RECUEILLIES  
AU TITRE DE L'ARTICLE 7**

**(COMPTE DÛMENT TENU DE L'ÉLIMINATION PRÉSENTÉE PAR LES PGF POUR LES  
PAYS FVC, LE STOCKAGE DE HALONS, LES PROJETS D'ÉLIMINATION TOTALE ET LES  
ACCORDS PLURIANNUELS APPROUVÉS EN PRINCIPE)**

<b>Données sur</b>	<b>Produits chimiques</b>	<b>Consommation restante de SAO (tonnes PAO)</b>	<b>les HCFC</b>
	CFC	159,5	
34. Le	CTC	0,2	Tableau 10
indique les	Halons	30,1	niveaux de
consommation	BM	1 548,7	des HCFC
d'après les	TCA	0,5	données les
plus récentes.	<b>Total</b>	<b>1 739,0</b>	On constate que
la			consommation
			de HCFC s'élevait à 390 706 tonnes métriques (25 777 tonnes PAO), constituée essentiellement de
			HCFC-22 (61,5 % du total) et de HCFC-141b (31,7 % du total).

Tableau 10

**DONNÉES DE CONSOMMATION DE HCFC LES PLUS RÉCENTES,  
PAR PRODUIT CHIMIQUE**

<b>Produit chimique</b>	<b>Tonnes métriques</b>	<b>Tonnes PAO</b>	<b>Pourcentage du total</b>
HCFC-123	1 062,29	21,25	0,1%
HCFC-124	877,88	35,12	0,1%
HCFC-133	186,54	11,19	0,0%
HCFC-141b	74 244,77	8 166,92	31,7%
HCFC-142	-69,50	-4,87	0,0%
HCFC-142b	25 867,03	1 681,36	6,5%
HCFC-22	288 409,65	15 862,53	61,5%
HCFC-225	6,10	0,43	0,0%
HCFC-225ca	61,20	1,53	0,0%
HCFC-225cb	59,73	1,97	0,0%
<b>Total</b>	<b>390 705,68</b>	<b>25 777,43</b>	<b>100,0%</b>

35. Le niveau indiqué dans le présent rapport est fondé sur les données provenant de 5 pays pour l'année 2008, de 116 pays pour 2007, de 12 pays pour 2006, de 2 pays pour 2005 et d'un pays pour 2003. Dans les pays ayant soumis des données pour 2006 et pour 2007, la consommation de HCFC a augmenté de 17 %, tandis que celle de CFC a baissé de 61 %, de 2006 à 2007.

## CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES NATIONAUX D'ÉLIMINATION

36. La nouvelle forme de présentation des données de programmes de pays adoptée en vertu de la décision 46/39 a permis aux unités nationales d'ozone (UNO) de déterminer les possibilités de conformité d'un point de vue quantitatif aussi bien que qualitatif.

### Exhaustivité des données

37. La nouvelle forme de présentation des données de programmes de pays est en vigueur depuis trois ans. Elle est utilisée par 115 des 116 pays qui ont soumis des données pour 2007. Néanmoins, la plupart des données communiquées sous cette nouvelle forme sont incomplètes sous trois aspects principaux : qualitatif, quantitatif et réglementaire. Seuls six pays (Kenya, Liban, Malawi, Malaisie, Maroc et Swaziland) ont soumis toutes les informations dans les trois sections. Neuf pays seulement ont soumis les données de 2007 par le système en ligne, qui a été inauguré le 25 avril 2007. Sur les 142 pays qui sont tenus de fournir des données de programmes de pays aux fins d'analyse dans le présent document, seuls 136 pays se sont exécutés. Alors que plusieurs pays ayant soumis des demandes de financement à la 57<sup>e</sup> Réunion ont également présenté des programmes de pays, plusieurs autres ne l'ont pas fait.

### Sommaire des données

38. Une centaine des 115 pays disposant de PGF/NPP/TPMP ont indiqué avoir progressé dans l'exécution de leurs PGF. Parmi les pays qui ont communiqué des données avant 2007 et ceux qui ont soumis des données pour 2008, 111 sur 130 pays ont enregistré de tels progrès.

39. Les pays qui ont communiqué des données avant 2007 et ceux qui ont soumis des données pour 2008 ont indiqué un nombre total de 10 214 appareils de récupération et 3 833 dispositifs de recyclage en exploitation. Parmi les pays qui utilisent des dispositifs de R&R, 69,7 % signalent que ces appareils fonctionnent bien ou très bien. Un total de 225,1 tonnes PAO de CFC-11 a été récupéré, dont 143,3 tonnes PAO ont été réutilisées, et un total de 5 230,2 tonnes PAO de CFC-12 a été récupéré, dont 1 510,5 tonnes PAO ont été réutilisées. Les données sur les autres SAO n'ont pas été recueillies.

40. Dans l'ensemble, les données communiquées pour 2008, 2007 et 2006, combinées avec les données tirées des rapports des années précédentes, indiquent au total la formation de 77 454 techniciens d'entretien de réfrigération, la certification de 63 240 de ces techniciens et la formation de 2 705 formateurs de techniciens dans ce domaine.

41. Sur les 135 pays qui ont communiqué des données sur les systèmes de permis, 125 pays ont signalé qu'ils utilisent des tels systèmes (112 des 119 pays ayant soumis des données pour 2007 utilisent ces systèmes, dont 93,8 % fonctionnaient bien ou très bien).

42. Sur les 131 pays qui ont communiqué des données sur les systèmes de quota (incluant des données tirées des rapports des années antérieures) 110 pays ont indiqué avoir mis en place de tels systèmes. En outre, 121 pays exigent l'inscription des importateurs. Un nombre total de 12 299 agents de douane a été signalé comme ayant reçu une formation (compte tenu aussi des données tirées des rapports des années antérieures). On ignore s'il s'agit de données annuelles ou cumulatives. Les coûts de certaines SAO et des produits de remplacement sont indiqués dans le Tableau 11.

Tableau 11

**PRIX MOYENS DES SAO ET DES PRODUITS DE REMPLACEMENT**

SAO	Prix moyen/kilogramme (\$US/kg) (Rapport 2005 à la 50 <sup>e</sup> Réunion)	Prix moyen/kilogramme (\$US/kg) (Rapport 2006 à la 54 <sup>e</sup> Réunion)	Prix moyen/kilogramme (\$US/kg) (Rapport 2007 à la 57 <sup>e</sup> Réunion)	Nombre de pays où les prix ont augmenté	Nombre de pays où les prix ont baissé	Fourchette (\$US/kg) (Rapport 2007)	Nombre de pays soumettant des données non nulles pour 2007	Données exclues du calcul de la moyenne (\$US/kg.) (Rapport 2007)
CFC-11	\$7,09	\$9,67	\$10,65	15	9	\$2,16 (Chine) - \$25,00 (Égypte)	42	\$50,00 (Brésil)
CFC-12	\$8,98	\$10,95	\$12,81	44	23	\$1,43 (Saint-Kitts-et-Nevis) - \$48,00 (République centrafricaine)	96	\$0,16 (Costa Rica), \$57,87 (Antigua-et-Barbuda)
CFC-113	\$9,02	\$19,41	\$19,00	1	1	\$11,00 (Malaisie) - \$27,00 (Égypte)	3	\$220,00 (Équateur)
CFC-114	\$9,98	\$17,37	\$18,92	3	N/D	\$11,00 (Malaisie) - \$26,80 (Argentine)	5	\$4,00 (Éthiopie), \$30,00 (Égypte)
CFC-115	\$10,94	\$12,41	\$11,97	3	3	\$8,50 (Niger) - \$14,50 (Dominique)	8	\$5,12 (Algérie), \$29,00 (Égypte)
Cyclopentane	N/D	N/D	\$4,03	N/D	N/D	\$1,98 (Chine) - \$7,50 (Jordanie)	3	Néant
HCFC-141b	N/D	N/D	\$3,87	N/D	N/D	\$1,72 (Chine) - \$6,00 (Sri Lanka et Uruguay)	12	\$8,00 (Croatie et Malaisie)
HCFC-142b	N/D	N/D	\$5,46	N/D	N/D	\$2,07 (Chine) - \$8,00 (Malaisie)	3	Néant
HCFC-22	\$5,41	\$6,52	\$7,21	43	34	\$1,00 (Saint-Vincent-les-Grenadines) - \$49,00 (Grenade)	113	\$0,46 (Costa Rica), \$0,68 (Saint-Kitts-et-Nevis), \$63,00 (Trinité-et-Tobago)
HFC-134a	\$12,21	\$13,16	\$12,44	24	43	\$2,90 (Guyana) - \$48,00 (République centrafricaine)	98	\$0,20 (Costa Rica), \$155,00 (Trinité-et-Tobago)
HCFC-227ea	N/D	N/D	\$9,32	N/D	N/D	\$9,00 (Malaisie) - \$9,63 (Chine)	2	Néant
HCFC-245fa	N/D	N/D	\$7,44	N/D	N/D	\$5,87 (Chine) - \$9,00 (Malaisie)	2	Néant
HFC-356mfc	N/D	N/D	\$15,52	N/D	N/D	\$9,00 (Malaisie) - \$22,03 (Chine)	2	Néant
Isobutane (HC-600a)	N/D	N/D	\$14,24	N/D	N/D	\$2,86 (Chine) - \$35,00 (Brésil)	8	\$56,50 (Kirghizistan)
MDI (production de mousse)	N/D	N/D	\$3,83	N/D	N/D	\$3,50 (Chine) - \$4,28 (Chili)	4	\$14,00 (Jordanie)
Pentane	N/D	N/D	\$1,40	N/D	N/D	\$1,40 (Bosnie-Herzégovine)	1	Néant
Propane (HC-290)	N/D	N/D	\$6,49	N/D	N/D	\$2,94 (Chili) - \$10,04 (Chine)	3	\$29,00 (Brésil)
R-404 <sup>a</sup>	N/D	N/D	\$12,44	N/D	N/D	\$5,46 (Chine) - \$20,00 (Vietnam)	19	\$2,50 (Bhoutan), \$21,00 (Bosnie-Herzégovine)
R-407C	N/D	N/D	\$14,21	N/D	N/D	\$4,89 (Chine) - \$21,00 (Brésil et Uruguay)	18	\$4,89 (Chine), \$30,00 (Bhoutan)
R-410 <sup>a</sup>	N/D	N/D	\$14,21	N/D	N/D	\$5,43 (Chine) - \$20,00 (Brésil)	14	\$21,00 (Uruguay)
R-502	\$14,20	\$16,74	\$21,44	20	8	\$5,00 (République)	50	\$4,00 (Saint-Vincent-

SAO	Prix moyen/kilogramme (\$US/kg) (Rapport 2005 à la 50 <sup>e</sup> Réunion)	Prix moyen/kilogramme (\$US/kg) (Rapport 2006 à la 54 <sup>e</sup> Réunion)	Prix moyen/kilogramme (\$US/kg) (Rapport 2007 à la 57 <sup>e</sup> Réunion)	Nombre de pays où les prix ont augmenté	Nombre de pays où les prix ont baissé	Fourchette (\$US/kg) (Rapport 2007)	Nombre de pays soumettant des données non nulles pour 2007	Données exclues du calcul de la moyenne (\$US/kg.) (Rapport 2007)
						islamique d'Iran) - \$140,00 (Trinité-et-Tobago)		et-les-Grenadines), \$320,00 (Guatemala), \$321,00 (Nicaragua),
R-507A	N/D	N/D	\$12,47	N/D	N/D	\$5,52 (Chine) - \$19,00 (Kirghizistan et Uruguay)	11	\$19,70 (L'ex-République yougoslave de Macédoine)

\* Excluant toutes les valeurs nulles de \$.

43. Le Secrétariat du Fonds a demandé des précisions lorsque les données sur les prix ne correspondent pas aux données comparables d'autres pays A5. Aucune donnée de ce type n'a été fournie pour les halons, le BM ou le CTC.

44. Le Tableau 11 ci-dessus montre que les prix moyens des CFC-11, CFC-12, CFC-114, HCFC-22 et R-502 ont augmenté et qu'un plus grand nombre de pays ont subi des hausses que des baisses de prix. Par contre, il indique que les prix moyens des CFC-113, CFC-115 et HFC-134a ont baissé. Les prix des HCFC-22, HCFC-141b, HCFC-142b et HFC-134a sont beaucoup moins élevés que ceux des CFC-11 et CFC-12.

#### PARTIE IV: ÉVALUATION DES FACTEURS DE RISQUE DE NON-CONFORMITÉ

45. À sa 53<sup>e</sup> Réunion, le Comité exécutif avait chargé le Secrétariat du Fonds de réviser le document sur l'état de conformité, afin d'y inclure une évaluation des risques non-conformité établie sur la base de certains critères, tout en poursuivant les consultations avec les pays et les agences, en vue d'assurer la participation des pays A5 dans le processus (décision 53/4). À sa 54<sup>e</sup> Réunion, le Comité exécutif avait invité le Secrétariat du Fonds à poursuivre ses efforts pour solliciter les rétroactions des pays A5 sur l'évaluation des risques, sur les indicateurs généraux de risques de non-conformité et sur leur capacité de réaliser la conformité. Ces facteurs de risques ont pour seul objet de signaler les difficultés possibles du processus (décision 54/4, paragraphe b). À sa 55<sup>e</sup> Réunion, le Comité exécutif avait demandé au Secrétariat du Fonds de revoir les indicateurs de risques de non-conformité, en tenant compte des observateurs des Parties, afin d'arriver à un consensus sur leur applicabilité (décision 55/4, paragraphe f). Par ailleurs, à sa 56<sup>e</sup> Réunion, le Comité exécutif a décidé, "que les Parties auraient la possibilité de présenter des observations sur les indicateurs de risque jusqu'à la 57<sup>e</sup> Réunion" (décision 56/4, paragraphe b) et "que les indicateurs resteraient utilisés en attendant l'examen, à la 57<sup>e</sup> Réunion, des réponses de tous les pays concernés au sujet de l'évaluation des risques" (décision 56/4, paragraphe c).

46. Depuis la 56<sup>e</sup> Réunion, tous les pays A5 ont été invités par messages électroniques de donner leurs observations sur les indicateurs de risque utilisés pour l'évaluation des risques de non-conformité potentielle. Le Secrétariat du Fonds a également essayé de contacter par téléphone les pays qui n'avaient pas répondu au questionnaire sur l'évaluation des risques afin d'avoir leur rétroaction verbale sur l'évaluation des risques et sur les indicateurs. Les pays A5 qui se sont déclarés convaincus de pouvoir maintenir ou réaliser la conformité ont été informés par voie électronique qu'ils ne feront plus l'objet d'évaluation, à moins de changement dans les indicateurs de "difficultés potentielles de conformité", appelés antérieurement "indicateurs de risque". En outre, le Secrétariat du Fonds a mis à jour les progrès réalisés en matière de conformité (appelés antérieurement "évaluation de risques") sur la base des

nouvelles données A7 de 2007 et des programmes de pays, en ajoutant les nouveaux projets approuvés à la 56<sup>e</sup> Réunion, et en examinant l'état des mesures requises pour assurer la conformité des pays.

47. L'Annexe III contient le sommaire des informations sur les facteurs de risque pour tous les pays, ainsi que la propre évaluation de chaque pays de sa capacité de maintenir ou de réaliser la conformité à la lumière des résultats des indicateurs de risque. Elle comporte également des informations sur les pays dont les projets souffrent de retard de mise en œuvre ou qui font l'objet de demandes de nouveaux rapports de situation.

48. Depuis la 56<sup>e</sup> Réunion, le Secrétariat du Fonds a reçu dix nouvelles réponses à l'évaluation des facteurs de risque. L'Annexe III indique tous les pays qui ont fourni des rétroactions sur l'évaluation des facteurs de risque.

49. Le Secrétariat du Fonds a reçu 53 réponses à son message électronique sollicitant des pays A5 leurs rétroactions sur les indicateurs de risques. Treize pays ont simplement fourni des informations sur les indicateurs, sans indiquer s'ils étaient d'accord ou non. Aucun consensus n'a pu être atteint parmi les 40 pays, qui ont donné leur avis sur les six indicateurs, comme suit:

- Tendances de la consommation (6 pays étaient contre, 34 étaient pour);
- Retard dans la mise en oeuvre (8 pays contre, 32 pour);
- Taux de décaissement (6 pays contre, 34 pour);
- Baisse des importations plus rapide que les quotas (7 pays contre, 33 pour);
- La différence entre le prix du HFC-134a et du CFC-12 est en baisse (années antérieures) (16 pays contre, 24 pour); et
- La différence entre le prix du HFC-502 et du CFC-12 est en baisse (années antérieures) (16 pays contre, 24 pour).

50. Concernant l'indicateur sur les tendances de la consommation, six pays étaient contre parce que les Parties pourraient vouloir stocker avant l'élimination définitive de la SAO, ce qui risque de causer des irrégularités dans les tendances de la consommation. Le Comité se souviendra qu'à l'origine, le document sur l'état de conformité était fondé sur une évaluation de la mesure dans laquelle la consommation la plus récente d'un pays dépassait le niveau de réglementation suivant et sur le fait de savoir si le Comité avait financé un projet pour éliminer cette consommation. Étant donné que la prochaine mesure de réglementation pour les CFC, les halons et les CTC est le 1<sup>er</sup> janvier 2010, toute consommation peut indiquer qu'un pays est à risque si aucun projet n'a été approuvé pour éliminer ladite consommation. Au lieu que cet indicateur serve d'indicateur de risque de non-conformité, l'indicateur "baisse constante des tendances de la consommation" est utilisé comme principal indicateur dans les analyses qui précèdent l'évaluation des risques, qui était liée au fait que la consommation la plus récente dépassait ou non la mesure de réglementation suivante, puisque les évaluations de conformité étaient fondées sur la consommation. Si un pays avait des difficultés dans le passé à respecter les mesures de réglementation et que sa consommation de SAO présentait des tendances fluctuantes, ce pays risque de d'aboutir aux mêmes résultats à l'avenir, tandis qu'un pays dont la consommation était constamment à la baisse depuis les 8 à 10 dernières années, serait bien mieux placé et ne risque donc pas d'être en situation de non conformité.

51. À propos de l'indicateur "Retard dans la mise en oeuvre", 8 pays ont indiqué que les retards d'un projet ne sont pas toujours dus au pays en question, ou qu'un projet est parfois classé comme étant en retard simplement parce qu'il n'a pas encore été financièrement clôturé. Indépendamment de l'origine du retard ou de la clôture financière des fonds transférés dans le pays, les retards de mise en œuvre représentent un élément essentiel du fonctionnement du Fonds multilatéral et sa contribution à la conformité. Les projets ne sont financés que s'il y a besoin de conformité et comme la conformité a des

contraintes de temps, les retards peuvent influer sur la capacité d'un pays de se conformer. Par exemple, dans le cas d'un pays ayant un manufacturier dont le projet de conversion souffre de retard, le forçant à continuer d'utiliser des SAO pour son exploitation, ce retard peut avoir des incidences sur l'état de conformité du pays. En revanche, la clôture financière d'un projet n'est pas signe de risque.

52. Le "taux de décaissement" est l'indicateur qui montre le niveau d'utilisation des fonds. Si des projets n'ont pas déboursé de fonds durant la première année de mise en œuvre, il n'y a peut-être pas eu d'activité qui réduise le risque de non-conformité. Six pays étaient néanmoins d'avis que chaque situation mérite sa propre analyse et que, dans certains cas, les activités peuvent être simplement dans leur première phase de réalisation, ce qui expliquerait qu'aucun fonds n'ait encore été décaissé.

53. Pour l'indicateur de "Baisse des importations plus rapide que les quotas", les 7 pays qui ne le considèrent pas comme un indicateur de risque ont de nouveau mentionné la possibilité de stockage, l'absence de produits de remplacement de la SAO en question, et le fait que certains pays peuvent vouloir suivre le calendrier d'élimination stipulé par le Protocole plutôt que des calendriers accélérés. En revanche, si les importations d'un pays diminuent plus rapidement que ses quotas (ce qui indique fortement que le pays ne court aucun risque de non-conformité future), l'absence de quotas inférieurs aux niveaux stipulés par le Protocole ne signifie pas nécessairement un risque de non-conformité.

54. Concernant les indicateurs relatifs aux différences de prix, seize pays ont fait observer qu'il existe d'autres produits de remplacement pour le CFC-12, que les prix peuvent varier selon les circonstances internes de chaque pays et qu'il est possible que les fournisseurs aient baissé les prix du CFC-12 pour éliminer rapidement les stocks de CFC de leur inventaire. Le prix des produits de remplacement dépend essentiellement de l'offre et de la demande.

### **Indicateurs généraux**

55. Les pays ont été invités à donner leurs observations sur l'évaluation des risques, ainsi que leurs points de vue sur leur capacité de maintenir ou de réaliser la conformité et des informations sur les forces dans leurs pays qui pourraient faciliter ou empêcher la conformité. Des questions ont aussi été posées sur les informations figurant dans les données de programmes de pays qui étaient requises pour l'évaluation des risques, concernant notamment les données de consommation et de prix et sur l'intégration des unités nationales d'ozone (UNO) dans des institutions nationales.

56. Quatre-vingt-huit pays ont écrit par écrit au questionnaire du Secrétariat depuis le début de l'évaluation des risques. Trente-neuf de ces pays ont indiqué qu'ils étaient "très confiants" de leur capacité de réaliser la conformité, le reste étant "confiants". Quatre autres pays contactés par téléphone ont exprimé verbalement leur confiance dans leur capacité à réaliser la conformité, mais ils n'ont pas encore soumis leurs réponses écrites au questionnaire.

### **Facteurs facilitant /empêchant la conformité**

57. Plusieurs pays ont répondu positivement à la question sur les forces qui seraient propices à une conformité durable, indiquant une vulnérabilité potentiellement plus faible à un risque futur de non-conformité. Par contre, 37 pays ont signalé des obstacles potentiels à l'achèvement d'une conformité durable, dont les facteurs ci-après:

- Existence d'un secteur informel de réfrigération et de climatisation;
- Commerce illégal et manque de rigueur et de cohérence dans les mesures de réglementation des importations, surtout par voie terrestre;

- Absence de procédures et de réglementations strictes dans l'octroi de permis commerciaux à ceux qui veulent lancer une entreprise de SAO;
- Différences de prix négligeables entre les SAO et les produits de remplacement;
- Utilisation d'appareils de réfrigération domestiques à base de CFC dans les couches pauvres de la population, qui ne peuvent se permettre d'acheter un réfrigérateur sans CFC;
- Instabilité politique et absence de sécurité dans des situations d'après-guerre;
- Retards de mise en œuvre et d'installation de matériels dans les projets;
- Procédures administratives inadéquates ou excessivement lourdes.

#### Autres indicateurs généraux

58. Aucune autre évaluation n'a été menée pour les pays qui ont répondu au questionnaire en indiquant qu'ils étaient confiants ou très confiants de pourvoir réaliser ou maintenir la conformité. Ces pays sont indiqués à l'Annexe III.

59. L'analyse actuelle n'a été faite que pour les pays qui n'ont pas répondu au questionnaire d'évaluation de risques.

60. Dans le cas des autres indicateurs généraux de risques, 5 pays n'ont pas mis sur pied de systèmes de permis fondés sur les données A7 ou les données communiquées par les pays. Parmi ceux qui ont établi un tel système, 7 pays ont fait savoir que leur système n'était pas utilisé et 3 de ces pays ont estimé qu'il était trop tôt pour les évaluer puisque leur installation était récente. Les pays sans systèmes de permis ou avec des systèmes non fonctionnels risquent de se trouver dans une situation de non-conformité, en raison d'importations non prévues. Six pays ont indiqué qu'ils n'inscrivent pas les importateurs dans des registres. Ils risquent aussi de se trouver en situation de non-conformité, puisqu'ils ne disposent pas de renseignements complets sur les importateurs de SAO et leur impact potentiel sur les importations.

61. Les pays qui n'ont pas indiqué d'activités menées par une UNO n'en ont peut-être pas établie et sont considérés comme étant à risque, parce les UNO assurent la gestion de premier plan du plan national d'élimination de SAO. Dans le cas de 2 des pays analysés, les informations sont insuffisantes pour permettre l'évaluation de l'indicateur, 2 autres pays n'ont pas encore nommé un administrateur chargé des SAO. Une fois complètement intégrées dans des institutions nationales, les UNO seront mieux disposées à encourager les mesures gouvernementales à l'appui de la conformité. Trois des pays analysés ont donné des informations insuffisantes pour permettre l'évaluation de l'indicateur, et le reste a indiqué que des UNO ont été intégrées dans des institutions nationales.

#### Projets souffrant de retards de mise en œuvre

62. Trente-trois projets en cours ont été classés comme projets souffrant de retards de mise en œuvre et font l'objet de procédures d'annulation du Comité (voir les indicateurs de risques "retards dans la mise en œuvre du projet" et "annulation de projet par entente mutuelle" aux pages 2 et 3 de l'Annexe III). Les projets souffrant de retards de mise en œuvre sont les suivants: i) ceux dont la réalisation est prévue avec plus de 12 mois de retard, et/ou, ii) ceux où aucun décaissement n'a été fait dans les 18 mois qui suivent la date de son approbation. Le Tableau 14 indique la ventilation des projets souffrant de retards de mise en œuvre par agence d'exécution et agence bilatérale: PNUD (dix); ONUDI (neuf); PNUE (six); Japon (trois); Banque mondiale (trois); Portugal (un) et Espagne (un). Toutes les agences ont soumis des rapports. Les retards sont causés le plus souvent par des facteurs extérieurs (8) ou des raisons techniques (7).

Tableau 14

	<b>Japon</b>	<b>Portugal</b>	<b>Espagne</b>	<b>PNUD</b>	<b>PNUE</b>	<b>ONUDI</b>	<b>Banque mondiale</b>	<b>Total</b>
Nombre de projets faisant l'objet de rapports	3	1	1	10	6	9	3	33
Nombre de projets achevés		1	1	5	1	5		13
Nombre de projets présentant quelques progrès	3			5	5	3	3	19
Nombre de projets annulés						1		1

*Progrès dans la résolution des causes de retard*

63. Dans leurs rapports, les agences d'exécution et les agences bilatérales ont signalé divers degrés d'avancement dans la résolution des retards. Treize des projets indiqués comme souffrant de retards à la 56<sup>e</sup> Réunion sont maintenant achevés (Annexe IV).

*Projets présentant quelques progrès*

64. Dix-neuf projets ont été classés comme présentant “quelques progrès”, et les agences d'exécution et les agences bilatérales ont fait savoir qu'elles continueront de les suivre (Annexe V). Indépendamment de tout ceci, il convient de noter que les projets approuvés depuis plus de trois ans doivent faire l'objet d'un suivi, en application de la décision 32/4. Ils ne peuvent donc pas être retirés de la liste aux fins de surveillance préalablement à leur exécution finale, quels que soient les progrès déjà accomplis. C'est pourquoi il est recommandé d'en poursuivre le suivi.

*Projets pour lesquels des rapports de situation supplémentaires sont demandés*

65. Les projets de renforcement des institutions, de stockage de halons, de formation des agents de douane, de récupération et de recyclage et de démonstration, ne sont pas soumis aux procédures d'annulation. Le Comité exécutif a néanmoins décidé de continuer de les surveiller, le cas échéant (décision 36/14 (b)). À sa 56<sup>e</sup> Réunion, le Comité exécutif a demandé 38 rapports de situation supplémentaires. Ces rapports sont requis s'il n'y a aucune indication de progrès dans le rapport précédent et/ou si de nouveaux obstacles à la réalisation du projet ont été signalés. Des rapports supplémentaires ont été demandés, aux fins de soumission à la 58<sup>e</sup> Réunion, pour 14 projets (Annexe VI) et pour un projet (indiqué dans l'Annexe III) dont l'annulation dépend du rapport de la 57<sup>e</sup> Réunion. L'Annexe III contient également des informations sur les projets relevant des catégories ci-après: achevés, montrant des progrès, montrant quelques progrès, sans progrès durant une réunion, sans progrès durant deux réunions consécutives, et annulations possibles.

*Projet dont l'annulation pourrait être proposée à la 57<sup>e</sup> Réunion en l'absence de réalisation d'étape clé*

66. Un projet a été annulé automatiquement parce qu'il n'a pas atteint l'étape clé établie pour l'entreprise à la 56<sup>e</sup> Réunion (Annexe III).

## **Indicateurs évalués en fonction des SAO**

67. L'évaluation des principaux indicateurs figure dans la Partie I du présent document. Elle indique que tous les pays A5 ont reçu des fonds, ou vont en recevoir dans le cadre des plans d'activités ou des activités CAP spéciales, selon les besoins.

68. Pour ce qui est des indicateurs de risques sur les SAO pour les projets approuvés depuis moins d'un an, la mise en œuvre peut avoir juste commencé et on n'a pas encore eu le temps d'éviter les risques de non-conformité. Vingt-trois pays ont des projets sur la consommation de CFC qui ont été approuvés depuis moins d'un an. Un pays a un projet dans la même catégorie pour les halons, un autre pour le BM, sept pour le CTC et trois pour le TCA.

69. Les pays dont les projets ou les plans d'élimination finale n'ont pas été approuvés à temps peuvent présenter des risques de non-conformité, parce que cela signifie souvent un retard dans la mise en œuvre des activités requises aux fins de conformité. Quatre pays ont déclaré avoir des projets sur la consommation de CFC qui n'ont pas été approuvés comme prévu. Aucun pays n'a de projet non approuvés sur les halons ou le TCA. Par contre, un pays avait des activités relatives au BM qui ont été approuvées tardivement.

70. Dix-huit pays ont indiqué qu'ils avaient rencontré des retards dans l'exécution de projets sur la consommation de CFC, sept sur les halons, six sur le BM, trois sur le CTC et cinq sur le TCA. Les pays dont les projets ou les plans d'élimination finale ont des retards de mise en œuvre peuvent se retrouver en situation de non-conformité.

71. Dans le cas des projets où aucun décaissement n'a eu lieu durant la première année de mise en œuvre, il n'y a peut-être pas eu d'activité permettant de réduire le risque de non-conformité. Quinze pays ont signalé des projets sur la consommation de CFC approuvés depuis plus d'un an sans aucun décaissement, un autre pays pour la consommation de halons, trois pour le BM, deux pour le CTC et trois pour le TCA.

72. Les pays dont la consommation présente des tendances irrégulières, sans indication de baisse constante linéaire, risquent d'accroître leur consommation, à moins que l'irrégularité des tendances ne puisse être expliquée. Une consommation irrégulière a été constatée pour les CFC (8), les halons (2), le BM (6), le CTC (5) et le TCA (1).

73. Si les importations réelles ne baissent pas plus rapidement que les quotas dans la même période, le pays risque d'être en situation de non-conformité. Des données ont été analysées pour la période 2005-2007. Les données n'étaient pas disponibles pour 31 pays (pour deux ou pour les trois années) pour les CFC, 40 pays pour les halons, 37 pays pour le BM, 39 pays pour le CTC et 40 pays pour le TCA. L'indicateur n'a donc pas pu être calculé pour ces pays. Six pays ont fait savoir que leurs importations réelles ne baissaient pas aussi rapidement que leurs quotas dans le cas des CFC, zéro pays dans le cas des halons, deux dans le cas du BM, deux dans le cas du CTC et zéro pour le TCA. Un pays dont le niveau des importations est supérieur aux quotas risque d'être en situation de non-conformité. Il n'y avait pas de données sur les CFC pour 16 pays, sur les halons pour 26 pays, sur le BM pour 24 pays, sur le CTC pour 26 pays et sur le TCA pour 25 pays. Quatre pays ont indiqué que leurs importations dépassaient leurs quotas de CFC, zéro pays pour les halons, trois pour le BM, un pour le CTC et zéro pour le TCA.

74. Les pays peuvent être à risque si la différence entre le prix du HFC-134a et celui du CFC-12 n'est pas en baisse. Dans le cas de 27 pays, l'absence de données n'a pas permis de calculer cet indicateur. Pour six pays, la différence de prix n'a pas montré une tendance à la baisse et le prix du CFC-12 est resté élevé,

bien qu'il soit moins cher que le produit de remplacement. Pour 4 pays, la différence de prix suit une tendance à la baisse. Par contre, le CFC-12 y est toujours moins cher que le HFC-134a.

75. Les pays peuvent également être à risque si la différence de prix entre le HFC-502 et le CFC-12 ne baisse pas. Cet indicateur n'a pas pu être calculé pour 37 pays en l'absence de données. Dans 3 pays, la différence de prix ne tend pas à la baisse alors que dans 6 pays, elle montre une baisse linéaire. Par contre, dans ces 6 pays, le CFC-12 reste toujours moins cher que le HFC-502.

## Conclusions

76. Les indicateurs généraux traduisent les pratiques et les politiques antérieures des pays, considérées dans le cadre d'une évaluation générale des facteurs de risque. L'analyse a montré que si la plupart des pays ne présentent pas de risque potentiel sur la base de ces indicateurs; plusieurs pays n'ont pas encore établi de système de permis, ou s'ils l'ont fait, leurs systèmes ne sont pas opérationnels. Certains pays n'ont pas encore inscrit leurs importateurs à des registres.

77. Pour ce qui est des indicateurs particuliers, la plupart des pays ne semblent pas être à risque de non-conformité. Certains pays ont des problèmes liés aux retards dans l'approbation des projets, le décaissement tardif des fonds, l'irrégularité des tendances de consommation et des niveaux d'importation supérieurs aux quotas. De plus, dans certains pays, la différence de prix entre le HFC-134a et le CFC-12 et entre le HFC-502 et le CFC-12 ne montre pas une tendance à la baisse et les SAO sont encore moins chères que leurs remplacements.

78. Une conclusion clé de l'évaluation était que 92 pays se sont déclarés confiants ou très confiants de pouvoir réaliser ou maintenir la conformité après avoir examiné l'évaluation des risques ou dans leurs contacts téléphoniques avec le Secrétariat du Fonds. Le Comité exécutif est invité à en prendre note, ainsi que des pays qui n'ont pas encore répondu au questionnaire envoyé par le Secrétariat du Fonds et qui semblent présenter un certain risque de non-conformité.

79. Cinquante-trois pays ont également communiqué des observations ou des informations sur les indicateurs ayant servi à l'évaluation du risque potentiel de non-conformité. Si la plupart acceptent la majorité des indicateurs utilisés dans les analyses, certains ont exprimé leur désaccord. Ces désaccords portaient sur l'utilité des indicateurs dans les circonstances propres aux pays et pour arriver à un consensus, le Secrétariat a retiré ces pays de l'analyse. De cette façon, l'évaluation n'est faite que si le pays ne rejette pas la validité de l'indicateur dans leur propre situation. D'autre part, le Secrétariat ne prendra contact qu'avec les pays qui ont répondu à l'évaluation des indicateurs que dans les cas où ces indicateurs auraient changé et qu'il soit nécessaire d'apporter des précisions.

## PARTIE V: RAPPORT SUR L'UTILITÉ ET LE VOLUME DE TRAVAIL ASSOCIÉ À LA PRÉPARATION DES ÉVALUATIONS DU RISQUE DE NON-CONFORMITÉ

80. À sa 53<sup>e</sup> Réunion, le Comité exécutif avait demandé entre autres que le Secrétariat du Fonds lui fasse rapport à sa 57<sup>e</sup> Réunion sur l'utilité et le volume de travail associé à la préparation des évaluations détaillées du risque de non-conformité (décision 53/4, paragraphe b). La présente section porte sur la demande d'examiner l'utilité de l'évaluation en 2009, 2010 et les années ultérieures, en tenant compte de l'ampleur des efforts déployés pour produire l'analyse.

### Évaluation de la nécessité de l'analyse

81. L'analyse du risque de non-conformité repose sur les nombreuses données fournies par les UNO dans les rapports de données de programmes de pays et les rapports d'avancement pour évaluer les

progrès réalisés dans l'achèvement de la conformité. L'analyse a été complétée par des renseignements à jour fournis par le Secrétariat de l'Ozone et les agences d'exécution. Les données qui montrent en détail les perspectives de conformité ne seraient pas utilisées dans une évaluation de conformité si l'évaluation de risque n'a pas été faite.

82. Le Secrétariat du Fonds a diffusé un sondage, suivi de plusieurs messages électroniques, lettres et appels téléphoniques de rappel. Les résultats du sondage ont montré que les pays qui ont fourni des rétroactions sur l'évaluation du risque le considéraient comme un outil utile et important pour les aider à résoudre des problèmes qui risquent d'affecter négativement les progrès obtenus dans l'élimination des SAO. Ces pays ont indiqué que l'évaluation de risque jette de la lumière sur les forces et les mécanismes qui facilitent le maintien de la conformité, aussi bien que sur les faiblesses à rectifier.

83. Les pays A5 ont considéré l'utilisation des indicateurs de risque possible de non-conformité comme un moyen de déterminer les problèmes potentiels et de surveiller la situation de conformité dans les pays. Mais si l'évaluation de risque est généralement reconnue comme un bon outil de planification pour guider les Parties vers la conformité, la pertinence de chaque indicateur peut varier selon les pays, compte tenu de leurs propres circonstances. Cette conclusion a causé plusieurs pays à s'interroger sur la pertinence des indicateurs eu égard à leurs propres situations.

84. Durant l'examen par le Comité exécutif à sa 53<sup>e</sup> Réunion de la nécessité d'une évaluation de risque, un représentant du Secrétariat de l'Ozone a indiqué qu'une telle évaluation serait une contribution unique et précieuse aux travaux du Comité d'application, des Parties et du Comité exécutif. À la 40<sup>e</sup> Réunion du Comité d'application, un représentant du Secrétariat de l'Ozone a indiqué que le Protocole de Montréal ne prévoyait pas de mécanisme pour assurer la conformité collective, puisque la conformité était évaluée et déterminée individuellement pour chaque Partie, au cas par cas. Le représentant a noté que les facteurs de risque de l'évaluation de conformité entreprise par le Secrétariat du Fonds à la demande du Comité exécutif pourraient constituer la base d'une évaluation de conformité à l'échelle nationale pour aider les Parties en situation potentielle de non-conformité à respecter leur calendrier d'élimination.

#### Examen du volume de travail requis pour produire l'analyse

85. Durant la dernière année, le Secrétariat du Fonds a recruté une consultante à temps plein pour exécuter l'évaluation de risque. La consultante a compilé les informations pertinentes des bases de données existant dans le Secrétariat du Fonds et un questionnaire a ensuite été envoyé à 142 pays A5 pour solliciter leur rétroaction sur les difficultés rencontrées dans la réalisation de la conformité et pour demander des renseignements sur les efforts de certains pays dans la réalisation et le maintien de la conformité.

86. La consultante a mis à jour quotidiennement les facteurs de risque, en tenant compte des données A7 de 2007 et des programmes de pays de 2007, notamment des informations sur les cibles annuelles de consommation dans les NPP et les TPMP. Il a fallu passer continuellement en revue les réactions reçues en fonction des calendriers et des cibles de conformité, ajouter de nouveaux projets aux calendriers et aux cibles de conformité approuvés aux 54<sup>e</sup>, 55<sup>e</sup> et 56<sup>e</sup> Réunions, mettre à jour la situation de mise en œuvre la plus récente en fonction des rapports d'avancement soumis à la 55<sup>e</sup> Réunion, et examiner la situation des mesures à prendre pour résoudre les problèmes de conformité des pays. Des réponses détaillées ont été préparées pour plusieurs pays qui avaient demandé des informations supplémentaires concernant l'évaluation des facteurs de risque. La consultante a conseillé les UNO sur les mesures correctrices éventuelles à prendre pour éviter la non-conformité. Enfin, les pays qui n'ont pas envoyé de rétroaction ont reçu des rappels avec des éclaircissements et une demande de communiquer leurs réactions sur les facteurs de risque.

### Analyse

87. L'évaluation de risque considère plusieurs variables et sollicite le point de vue des pays sur leurs perspectives de conformité à la lumière de l'évaluation des indicateurs. Il est probable, à cet égard, que le risque de non-conformité continuera d'être suivi, en particulier durant 2009, qui est la dernière année avant l'élimination totale des six mesures de réglementation en 2010.

88. La situation de non-conformité avec l'élimination totale en 2009 ne sera pas connue avant que les données A7 ne soient reçues, au plus tard en septembre 2010. Les données de programmes de pays sont attendues pour mai 2010, lorsque les premières indications de problèmes de non-conformité seront identifiées. Il serait donc utile de poursuivre l'analyse jusqu'à la fin de 2010.

89. La nécessité de la surveillance de la conformité après 2010 est liée essentiellement aux perspectives de conformité pour le BM et les HCFC, puisque la consommation de TCA n'a jamais été très importante. Par contre, il peut y avoir des cas de commerce illicite ou de commerce non conforme aux accords entre les pays et le Comité exécutif. La réalisation de la conformité pour le BM restera sans doute difficile, surtout en raison des applications de quarantaine et d'exemption préalable à l'expédition. De même, la conformité pour les CTC/halons après 2010 peut poser problèmes, en raison de leur utilisation comme produits de transformation. Les taux de croissance des HCFC enregistrés jusqu'ici vont être identifiées avec les données de consommation de 2010 communiquées en 2011, en présentant la première année des calculs du niveau de référence sur deux ans. Il pourrait être nécessaire par ailleurs de surveiller les divers mélanges de HCFC qui pourraient avoir un grand impact. Le volume de consommation des HCFC est estimé à 390 706 tonnes métriques. Un tel volume justifierait une évaluation continue des perspectives de conformité au-delà de 2011. D'autre part, si les Parties décidaient d'ajouter d'autres substances aux mesures de réglementation, il serait nécessaire également d'en faire une évaluation.

90. Pour le moment, le Secrétariat du Fonds prévoit un besoin continu d'assistance au niveau approprié et sur la base d'une expérience suffisante pour interagir avec les UNO dans l'exécution des analyses. Ceci exigerait toutefois des ressources adéquates pour assurer la continuité. Le recours constant au budget de consultation et d'assistance temporaire du Secrétariat ne pourrait sans doute pas se poursuivre et ne serait pas efficace par rapport aux coûts. Il est donc possible qu'un poste de niveau L-3 soit nécessaire à une date ultérieure. Le Secrétariat propose que pour le moment, l'assistance soit fournie en utilisant ses ressources disponibles, pour une période limitée; il fera de nouveau rapport au Comité exécutif si un soutien supplémentaire est requis.

### **RECOMMANDATIONS**

91. Le Comité exécutif est invité:

- a) À prendre note:
  - i) Avec satisfaction, des rapports de situation relatifs aux projets ayant des retards de mise en œuvre, présentés au Secrétariat par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Espagne, du Japon et du Portugal et par les quatre agences d'exécution, et qui font l'objet de la note UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/6;

- ii) De l'achèvement de 13 des 33 projets cités comme souffrant de retard de mise en œuvre;
  - iii) Que le Secrétariat et les agences d'exécution vont prendre les mesures établies en fonction des évaluations du Secrétariat («progrès» ou «quelques progrès»), qu'ils en rendront compte aux gouvernements et agences d'exécution et les notifieront comme stipulé.
  - iv) Avec satisfaction, des observations sur les indicateurs de risques reçues de 53 pays;
  - v) Avec satisfaction, que 92 pays jusqu'ici se sont déclarés confiants de pouvoir se conformer aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal après avoir examiné l'évaluation des risques, et à demander au Secrétariat du Fonds de poursuivre la mise à jour de l'évaluation sur la base des indicateurs de risque et d'obtenir la rétroaction des pays.
- b) À demander des rapports de situation supplémentaires sur les projets énumérés dans l'Annexe VI au présent document;
- c) À demander une mise à jour des rapports de situation sur le projet ci-après durant la 57<sup>e</sup> Réunion aux fins d'annulation éventuelle:
- | <b>Agence</b> | <b>Code</b>       | <b>Titre du projet</b>           |
|---------------|-------------------|----------------------------------|
| Allemagne     | URT/REF/36/TAS/14 | Récupération et recyclage de CFC |
- d) À annuler le projet de réfrigération de la République islamique d'Iran (IRA/FOA/28/INV/50), qui n'a pas atteint une étape clé fixée pour l'entreprise d'exécution à la 56<sup>e</sup> Réunion.
- e) À convenir de la nécessité continue d'évaluer les progrès obtenus dans la réalisation de la conformité, dans les limites des ressources dont dispose le Secrétariat du Fonds, sous réserve d'un nouvel examen à une date ultérieure, s'il y a lieu.



## Annex I

### **DETAILED ANALYSIS OF THE STATUS OF IMPLEMENTATION IN COUNTRIES SUBJECT TO DECISIONS OF THE PARTIES ON COMPLIANCE AND THOSE AT RISK OF NON-COMPLIANCE**

1. Annex I presents the detailed analysis of the status of implementation in countries subject to decisions of the Parties on compliance and those at risk of non-compliance. The data tables in Appendixes I-V indicate whether a country has received a total phase-out agreement for a specific controlled substance. The CFC analysis (Appendix I) shows further whether a low-volume consuming country (LVC) has received a Refrigerant Management Plan (RMP) or a RMP update since the 31<sup>st</sup> Meeting of the Executive Committee, which should be sufficient to ensure a country's compliance at least up to, and including, the 85 per cent reduction target in 2007 (decision 31/48(h)). The analysis of halons (Appendix II) indicates whether a halon banking activity has been approved. Halon banking guidelines require that regulations facilitating production and import bans are established within six months of the establishment of a reclamation centre (decision 18/22). Decision 35/57 presumes that halon banking should be the last project approved for the halon sector. The methyl bromide analysis (Appendix III) indicates further whether a country has received funding for a phase-out to meet the 2005 control measure.

#### **ANALYSIS OF COMPLIANCE FOR CFCs (Appendix I)**

2. Based on their latest reported consumption data, 144 countries could now be considered to be in compliance, but one has not yet reported 2007 or 2008 data. The latest reported consumption for these countries, combined, is 13,574 ODP tonnes compared to 34,483 ODP tonnes in last year's report. This is 150,015 ODP tonnes lower than their combined baseline level of 163,589 ODP tonnes. Of these countries, 101 are LVCs of which 90 have received support for RMPs from the Multilateral Fund. This includes support for 74 LVCs to meet their 85 per cent reduction targets by 2007.

3. Countries have been grouped into three categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; (b) those in actual non-compliance or at risk of not meeting the 2005 reduction step because their latest consumption exceeds the 50 per cent baseline reduction target; and (c) those in actual non-compliance or at risk of not meeting the 2007 reduction step because their latest consumption exceeds the 85 per cent baseline reduction target.

(a) Countries whose latest consumption exceeds the CFC baseline freeze

4. This category consists of the following one LVC: Vanuatu. All other countries appear to be in compliance. The Government of Vanuatu has already received projects for complete phase-out of CFCs with the Executive Committee.

(b) Countries at risk of not achieving the 50 per cent CFC baseline reduction

5. This category consists of two LVC countries. These countries may be in non-compliance with the control measures. These countries may need to achieve additional CFC phase-out, amounting to 10.3 ODP tonnes by 2005 in order to comply with the 50 per cent reduction target. No activity planned for these countries in the 2009 business plans.

6. Of the two countries, the Executive Committee has approved RMPs for one LVC, Vanuatu. The Government of Vanuatu has already received project funding for complete phase-out of CFCs from the Executive Committee.

7. Bosnia and Herzegovina did not have an approved RMP, but has national phase-out agreement with the Executive Committee.

(c) Countries at risk of not achieving the 85 per cent CFC baseline reduction

8. This category consists of 6 countries, including 4 LVCs, which may need to achieve additional CFC phase-out amounting to 518 ODP tonnes by 2007 in order to comply with the 85 per cent reduction target. Of these 6 countries, two were to receive projects with phase-out in the 2009 business plans.

9. Of the 6 countries, the Executive Committee has approved RMPs for one non-LVC and two LVCs, including three countries that had already received either an RMP to meet their 50 per cent and 85 per cent reductions or had a national phase-out agreement approved. Federated States of Micronesia and Vanuatu are two of the LVCs that have phase-out agreement with the Executive Committee as part of the Pacific Island Country (PIC) strategy.

10. There is one LVC that has approved national phase-out agreement: Bosnia and Herzegovina.

11. The remaining two countries that may require additional actions to achieve the 85 per cent reduction are Saudi Arabia and Somalia. With the exception of Somalia, all countries currently eligible for Fund assistance have national CFC phase-out agreements with the Executive Committee, which contain a phase-out schedule that is consistent with the targets in the Montreal Protocol. All of the countries that are at risk have received support from the Executive Committee or have projects in the 2009-2011 business plans to address their compliance needs.

## **ANALYSIS OF COMPLIANCE FOR HALONS (Appendix II)**

12. Based on their latest consumption data, 70 countries could now be considered to be in compliance. The latest combined consumption for these countries is 2,100 ODP tonnes compared to 2,207 ODP tonnes in last year's report. This is 44,351 ODP tonnes lower than their combined baseline level of 46,451 ODP tonnes.

13. Seventy-four countries have reported no consumption of halons between 1995 and 2008.

14. Fifty-nine countries have received support for halon banking activities or phase-out agreements. This includes those countries participating in regional halon banks. Halon banking is presumed to be the last funded activity in the halon consumption sector for most countries but there are some halon phase-out activities that are part of multi-sectoral phase-out agreements.

15. Countries have been grouped into the following two categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; and (b) those in actual non-compliance or at risk of not meeting the 2005 control because their latest consumption exceeds the 50 per cent reduction target.

(a) Countries whose latest consumption exceeds the baseline freeze for halons

16. This category consists of one country, Vanuatu, which may require additional actions to achieve compliance with the freeze on halons. Vanuatu would need to phase out a total of 15.9 ODP tonnes to meet the freeze target.

(b) Countries at risk of not achieving the 50 per cent baseline reduction for halons

17. This category consists of two LVC countries that may need to phase-out additional halons amounting to 20.3 ODP tonnes by 2005 in order to comply with the 50 per cent reduction targets. The

latest consumption for Somalia and Vanuatu in 2007 are 13.2 ODP tonnes and 15.9 ODP tonnes, respectively.

### **ANALYSIS OF COMPLIANCE FOR METHYL BROMIDE (Appendix III)**

18. This section presents the analysis for compliance with methyl bromide control measures. It should be noted that all data reported and used in this analysis relate to controlled use only, which means that the data excludes quarantine and pre-shipment (QPS). 138 of the 139 Article 5 countries that have ratified the Copenhagen Amendment have reported complete baseline data. Of these 139 countries, 57 reported zero for both the baseline consumption and the latest consumption and one where consumption data or baseline is not available.

19. Ninety-nine Article 5 countries have received support from the Multilateral Fund for methyl bromide activities and/or projects. This includes projects that will lead to a complete phase-out of methyl bromide in 56 of these countries, partial phase-out in an additional 12, and other forms of assistance received by 31.

20. Countries have been grouped into the following two categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; and (b) those that could be in non-compliance or at risk with the 2005 control because their latest consumption exceeds the 20 per cent reduction. Appendix III identifies those countries that have not ratified the Copenhagen Amendment.

(a) Countries whose latest consumption exceeds the MB baseline freeze

21. This category consists of two countries that may require additional actions to achieve compliance with the freeze target: Ecuador and Vanuatu. These countries would need to phase-out a total of 56.4 ODP tonnes to achieve compliance with the freeze. All countries at risk of not achieving the freeze have received assistance from the Multilateral Fund, except for Vanuatu.

22. Ecuador has a project for partial phase-out to achieve the 20 per cent baseline reduction.

(b) Countries at risk of not achieving the 20 per cent MB baseline reduction

23. This category consists of the following two LVC countries: Ecuador and Vanuatu. These countries may need to meet additional combined reduction amounting to 69.7 ODP tonnes by 2005 in order to comply with the 20 per cent reduction targets. Ecuador is the only country that has received support for methyl bromide activities from the Multilateral Fund. Ecuador has a project for partial phase-out to achieve the 20 per cent baseline reduction.

### **CARBON TETRACHLORIDE (CTC) (Appendix IV)**

24. This section presents the analysis of compliance with CTC control measures. All data reported and used in this analysis are those related to controlled use only, which excludes feedstock. Reported CTC consumption was not differentiated by specific end use, such as solvents and process agents.

25. Of the 144 countries with reported baseline data, 88 reported zero both for the baseline and the latest consumption.

26. The analysis addresses those countries that might be in non-compliance or at risk of not meeting the 2005 control measures because their latest consumption exceeds the 85 per cent reduction. Appendix IV notes those countries that have not ratified the London Amendment.

27. Six countries might not achieve compliance with the 85 per cent reduction by 2005. These countries would need to phase-out a total of 72 ODP tonnes to meet the 85 per cent reduction by 2005. One of these six countries has reported consumption above 10 ODP tonnes: Mexico (79.1 ODP tonnes).

28. The Multilateral Fund has provided funding for CTC phase-out agreements or projects in all of the six countries (Bolivia, Chile, Cuba, Indonesia, Mexico and Paraguay). All countries that have ratified the London Amendment and are eligible for Multilateral Fund assistance have received assistance or have activities in the business plans.

#### **METHYL CHLOROFORM (TCA) (Appendix V)**

29. This section presents the analysis for compliance with TCA control measures. Of the 144 countries that have reported baseline data, 102 reported zero both for the baseline and the latest consumption.

30. Countries have been grouped into two categories: (a) those whose latest consumption exceeds the baseline freeze; and, (b) those that could be in non-compliance or at risk of not meeting the 2005 control measures because their latest consumption exceeds the 30 per cent reduction target. Appendix V specifies those countries that have not ratified the London Amendment.

(a) Countries whose latest TCA consumption exceeds the baseline freeze

31. All countries are in compliance with the 2003 freeze target.

(b) Countries that could be in non-compliance or at risk of not achieving the 30 per cent TCA baseline reduction

32. All countries are in compliance with the 30 per cent TCA baseline reduction target.

## Appendix I

### CFC ANALYSIS

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Afghanistan	A7	2007	380.0	55.2					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Nov-05	Yes
Albania	A7	2007	40.8	4.1	Decision XV/26	15.20	6.20	2.20	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-03	Yes
Algeria	A7	2007	2,119.5	200.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Angola	A7	2007	114.8	17.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with RMP/RMP update approved in accordance to Decision 31/48	Apr-03	No
Antigua and Barbuda	A7	2007	10.7	0.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-04	Yes
Argentina	A7	2007	4,697.2	529.0					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-04	Yes
Armenia	A7	2007	196.5	25.0					0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan. (Phase-Out Plan funded through the GEF when country was a non-Article 5 Party)	Not Available	No
Bahamas	A7	2007	64.9	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-01	Yes
Bahrain	A7	2007	135.4	14.7					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-06	Yes
Bangladesh	A7	2007	581.6	154.9					0%	0%	78%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-04	Yes
Barbados	A7	2007	21.5	1.9					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with RMP/RMP update approved in accordance to Decision 31/48	Jul-04	Yes
Belize	A7	2007	24.4	2.2	Decision XIV/33	10.00	3.66	0.00	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Benin	A7	2007	59.9	7.9					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-08	Yes
Bhutan	A7	2007	0.2	0.0					0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Bolivia	A7	2007	75.7	2.4	Decision XV/29		11.35		0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-07	Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2007	24.2	22.1	Decision XV/30	33.00	3.00	0.00	0%	83%	509%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-03	Yes
Botswana	A7	2007	6.9	0.6					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with RMP/RMP update approved in accordance to Decision 31/48	Apr-05	No
Brazil	A7	2007	10,525.8	318.1					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-02	Yes
Brunei Darussalam	A7	2007	78.2	9.9					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with RMP/RMP update approved in accordance to Decision 31/48	Dec-04	No
Burkina Faso	A7	2007	36.3	4.2					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-06	Yes
Burundi	A7	2007	59.0	3.1					0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-08	Yes
Cambodia	A7	2007	94.2	11.6					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Cameroon	A7	2007	256.9	25.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-06	Yes
Cape Verde	A7	2007	2.3	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes
Central African Republic	A7	2007	11.2	1.3					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-08	Yes
Chad	A7	2007	34.6	5.1					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Chile	A7	2007	828.7	19.2					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-08	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
China	A7	2007	57,818.7	5,832.1					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-2005 (Last agreement approved by the ExCom for CFC)	Yes
Colombia	A7	2007	2,208.2	263.1					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-03	Yes
Comoros	A7	2007	2.5	0.3					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Congo	A7	2007	11.9	1.5					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes
Cook Islands	A7	2007	1.7	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-04	Yes
Costa Rica	A7	2007	250.2	27.9					0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Cote d'Ivoire	A7	2007	294.2	35.5					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes
Croatia	A7	2007	219.3	-5.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-03	Yes
Cuba	A7	2007	625.1	83.5					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-04	Yes
Democratic People's Republic of Korea	A7	2007	441.7	40.7					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Nov-05	Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2007	665.7	48.9					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-06	Yes
Djibouti	A7	2007	21.0	2.2					0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Dominica	A7	2007	1.5	0.0	Decision XVIII/22	0.45	0.00		0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-06	Yes
Dominican Republic	A7	2007	539.8	46.6					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-05	Yes

## Annex I

## Appendix I

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	
Ecuador	A7	2007	301.4	28.3				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-03	Yes	
Egypt	A7	2007	1,668.0	241.6				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-05	Yes	
El Salvador	A7	2007	306.5	34.7				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes	
Equatorial Guinea	A7	2007	31.5	4.6				0%	0%	0%	No	No	LVC country with no RMP		No	
Eritrea	A7	2007	41.1	3.1				0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	No	
Ethiopia	A7	2007	33.8	4.9	Decision XIV/34		5.00		0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with RMP/RMP update approved in accordance to Decision 31/48	Dec-04	No
Fiji	A7	2007	33.4	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-05	Yes	
Gabon	A7	2007	10.3	0.0				0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes	
Gambia	A7	2007	23.8	0.6				0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes	
Georgia	A7	2007	22.5	2.7				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-06	Yes	
Ghana	A7	2007	35.8	4.2				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-06	Yes	
Grenada	A7	2007	6.0	0.0				0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-06	Yes	
Guatemala	A7	2008	224.6	1.4	Decision XV/34	50.00	20.00		0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-08	Yes
Guinea	A7	2007	42.4	2.9				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-08	Yes	
Guinea Bissau	A7	2007	26.3	2.9	Decision XVI/24	13.14	3.94	3.94	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-08	Yes
Guyana	A7	2007	53.2	0.1					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Haiti	A7	2007	169.0	9.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with RMP/RMP update approved in accordance to Decision 31/48	Apr-03	No

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	
Honduras	CP	2008	331.6	23.4				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-08	Yes	
India	A7	2007	6,681.0	998.2				0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-04	Yes	
Indonesia	A7	2007	8,332.7	202.6				0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-04	Yes	
Iran (Islamic Republic of)	A7	2007	4,571.7	549.5				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-03	Yes	
Iraq	ND R	NDR	NDR	NDR							No	Yes	Non-LVC country that might require further assistance to achieve the 2010 phase-out target		No	
Jamaica	A7	2007	93.2	0.0				0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-02	Yes	
Jordan	A7	2007	673.3	24.0				0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Nov-02	Yes	
Kenya	A7	2007	239.5	22.7	Decision XVIII/28	60.00	30.00	10.00	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-04	Yes
Kiribati	A7	2007	0.7	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	Yes	
Kuwait	A7	2007	480.4	68.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes	
Kyrgyzstan	A7	2007	72.8	4.2				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-06	Yes	
Lao People's Democratic Republic	A7	2007	43.3	6.4				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes	
Lebanon	A7	2007	725.5	74.5				0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-04	Yes	
Lesotho	CP	2008	5.1	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-03	No	
Liberia	A7	2007	56.1	1.8				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes	

## Annex I

## Appendix I

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2007	716.7	57.5	Decision XV/36		107.0 0		0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-03	Yes
Madagascar	A7	2007	47.9	2.1					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Malawi	A7	2007	57.7	2.3					0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Malaysia	A7	2007	3,271.1	234.2					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-01	Yes
Maldives	A7	2007	4.6	0.0	Decision XV/37	2.30	0.69	0.00	0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Mali	A7	2007	108.1	11.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Marshall Islands	A7	2007	1.1	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	Yes
Mauritania	A7	2007	15.7	1.3					0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Mauritius	A7	2007	29.1	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-03	Yes
Mexico	A7	2007	4,624.9	-480.6					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-04	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2007	1.2	0.5	Decision XVII/32	0.00			0%	0%	178%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	Yes
Mongolia	A7	2007	10.6	1.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-05	Yes
Montenegro	A7	2007	104.9	3.5					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Morocco	A7	2007	802.3	24.1					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-04	Yes
Mozambique	A7	2007	18.2	2.3					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-08	No
Myanmar	A7	2007	54.3	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Not Available	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Namibia	A7	2007	21.9	0.0	Decision XV/38	9.00	3.20	2.00	0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-03	Yes
Nauru	A7	2007	0.5	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-04	No
Nepal	A7	2007	27.0	0.0	Decision XVI/27	13.50	4.05	4.05	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Nicaragua	A7	2007	82.8	3.7					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-08	Yes
Niger	A7	2007	32.0	4.3					0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes
Nigeria	A7	2007	3,650.0	17.5	Decision XIV/30	1,100.0	510.0	300.0	0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Nov-02	Yes
Niue	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Dec-04	Yes
Oman	A7	2008	248.4	8.5					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Pakistan	A7	2007	1,679.4	170.3					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-04	Yes
Palau	A7	2007	1.6	0.1					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	Yes
Panama	A7	2007	384.1	28.4					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-04	Yes
Papua New Guinea	A7	2007	36.3	4.5	Decision XV/40	8.00	4.50		0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-03	Yes
Paraguay	A7	2007	210.6	12.3	Decision XIX/22		31.60	31.60	0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-07	Yes
Peru	A7	2007	289.5	0.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-08	Yes
Philippines	A7	2007	3,055.8	143.1					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Nov-02	Yes
Qatar	A7	2007	101.4	13.0					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Republic of	A7	2007	9,159.8	1,209.6					0%	0%	0%	No	No			Yes

## Annex I

## Appendix I

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Korea																
Republic of Moldova	A7	2007	73.3	9.2					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Rwanda	A7	2007	30.4	4.1					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Saint Kitts and Nevis	A7	2007	3.7	0.1					0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-06	Yes
Saint Lucia	A7	2007	8.3	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2008	1.8	0.0	Decision XVI/30	0.83	0.45	0.22	0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-05	Yes
Samoa	A7	2007	4.5	0.0					0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Sao Tome and Principe	A7	2007	4.7	0.4					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes
Saudi Arabia	A7	2007	1,798.5	657.8					0%	0%	144%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Senegal	A7	2007	155.8	15.0					0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-07	Yes
Serbia	A7	2007	849.2	53.5					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-04	Yes
Seychelles	A7	2008	2.9	0.0					0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-07	Yes
Sierra Leone	A7	2007	78.6	10.4					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with RMP/RMP update approved in accordance to Decision 31/48	Dec-03	Yes
Singapore	A7	2007	210.5	0.0					0%	0%	0%	No	No			Yes
Solomon Islands	A7	2007	2.1	0.0					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	Yes
Somalia	A7	2007	241.4	79.5					0%	0%	120%	No	Yes	LVC country with no RMP		No
South Africa	A7	2007	592.6	0.0					0%	0%	0%	No	No			Yes
Sri Lanka	A7	2007	445.6	62.2					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-04	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Sudan	A7	2007	456.8	61.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-04	Yes
Suriname	A7	2007	41.3	0.1				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-08	Yes
Swaziland	A7	2007	24.6	0.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-08	Yes
Syrian Arab Republic	A7	2007	2,224.6	282.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-06	Yes
Thailand	A7	2007	6,082.1	321.6				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-01	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2007	519.7	0.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-05	Yes
Togo	A7	2007	39.8	5.0				0%	0%	0%	No	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes
Tonga	A7	2006	1.3	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	No
Trinidad and Tobago	A7	2007	120.0	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-03	Yes
Tunisia	A7	2007	870.1	17.7				0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-06	Yes
Turkey	A7	2007	3,805.7	0.0				0%	0%	0%	No	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-01	Yes
Turkmenistan	A7	2007	37.3	5.6				0%	0%	0%	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan. (Phase-Out Plan funded through the GEF when country was a non-Article 5 Party)	Not Available	Yes
Tuvalu	A7	2007	0.3	0.0				0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	Yes
Uganda	A7	2007	12.8	0.0				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Jul-08	Yes
United Arab Emirates	A7	2007	529.3	79.4				0%	0%	0%	No	No			Yes
United Republic of	A7	2007	253.9	26.5				0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Apr-08	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Tanzania																
Uruguay	A7	2007	199.1	29.3					0%	0%	0%	Yes	Yes	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-06	Yes
Vanuatu	A7	2007	0.0	0.3					Over	Over	Over	No	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Mar-02	No
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2007	3,322.4	-114.4					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-04	Yes
Viet Nam	A7	2007	500.0	37.8					0%	0%	0%	Yes	No	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Apr-05	Yes
Yemen	A7	2007	1,796.1	268.7					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Jul-08	Yes
Zambia	A7	2007	27.4	4.1					0%	0%	0%	Yes	No	LVC country with total CFC phase-out plan	Nov-07	Yes
Zimbabwe	A7	2007	451.4	54.3					0%	0%	0%	Yes	Yes	Non-LVC country with an approved terminal CFC phase-out plan	Dec-04	Yes

## Appendix II

### HALON ANALYSIS

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Afghanistan	A7	2007	1.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Albania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Algeria	A7	2007	237.3	67.0					0%	0%	No	Yes	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01 and Nov-07	Yes
Angola	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No
Antigua and Barbuda	A7	2007	0.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Argentina	A7	2007	167.8	0.3					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-98	Yes
Armenia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No
Bahamas	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-98	Yes
Bahrain	A7	2007	38.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-00	Yes
Bangladesh	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Barbados	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-98	Yes
Belize	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Benin	A7	2007	3.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02	Yes
Bhutan	A7	2007	0.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Bolivia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2007	4.1	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Apr-04	Yes
Botswana	A7	2007	5.2	0.6					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	No

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Brazil	A7	2007	21.3	1.6					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	May-96	Yes
Brunei Darussalam	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No
Burkina Faso	A7	2007	5.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02	Yes
Burundi	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Cambodia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Cameroon	A7	2007	2.4	1.0	Decision XV/32				0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02	Yes
Cape Verde	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Central African Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Chad	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Chile	A7	2007	8.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-07	Yes
China	A7	2007	34,186.7	594.5					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-97	Yes
Colombia	A7	2007	187.7	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-03	Yes
Comoros	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Congo	A7	2007	5.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02 and Apr-08	Yes
Cook Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Costa Rica	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Cote d'Ivoire	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Croatia	A7	2007	30.1	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-04	Yes
Cuba	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Democratic People's Republic of Korea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Democratic Republic of the Congo	A7	2007	218.7	2.6					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02	Yes
Djibouti	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Dominica	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Dominican Republic	A7	2007	4.2	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-07	Yes
Ecuador	A7	2007	5.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Egypt	A7	2007	705.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-00	Yes
El Salvador	A7	2007	0.7	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Equatorial Guinea	A7	2007	28.3	1.0					0%	0%	No	No			No
Eritrea	A7	2007	2.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Apr-08	No
Ethiopia	A7	2007	1.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	No
Fiji	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Gabon	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Gambia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Georgia	A7	2007	42.5	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-05	Yes
Ghana	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Grenada	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-98	Yes
Guatemala	A7	2008	0.2	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Guinea	A7	2007	8.6	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02	Yes
Guinea Bissau	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Guyana	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-98	Yes
Haiti	A7	2007	1.5	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-06	No
Honduras	CP	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
India	A7	2007	1,249.4	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-00	Yes
Indonesia	A7	2007	354.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-99	Yes
Iran (Islamic Republic of)	A7	2007	1,420.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-99	Yes
Iraq	NDR	NDR	NDR	NDR							No	No	Country with a halon baseline that might need assistance to achieve the 2010 phase-out target		No
Jamaica	A7	2007	1.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-98	Yes
Jordan	A7	2007	210.0	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-99	Yes
Kenya	A7	2007	5.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	Yes
Kiribati	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Kuwait	A7	2007	3.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Kyrgyzstan	A7	2007	0.0	0.0	Decision XVII/36	1.20	0.60	0.00	0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Apr-06	Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Lebanon	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-00	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Lesotho	CP	2008	0.2	0.0	Decision XVI/25	0.10	0.10	0.00	0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	No
Liberia	A7	2007	19.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2007	633.1	291.5	Decision XVII/37	653.91	316.53	0.00	0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-05	Yes
Madagascar	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Malawi	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Malaysia	A7	2007	8.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-93	Yes
Maldives	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Mali	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Marshall Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Mauritania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Mauritius	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Mexico	A7	2007	124.6	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Mongolia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Montenegro	A7	2007	2.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-07	Yes
Morocco	A7	2007	7.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Mozambique	A7	2007	0.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		No
Myanmar	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Namibia	A7	2007	8.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	Yes
Nauru	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No
Nepal	A7	2007	2.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Nicaragua	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Niger	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Nigeria	A7	2007	285.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02	Yes
Niue	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Oman	A7	2008	13.7	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-05	Yes
Pakistan	A7	2007	14.2	0.0	Decision XVI/29				0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-03	Yes
Palau	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Panama	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Papua New Guinea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Paraguay	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Peru	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Philippines	A7	2007	103.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-95	Yes
Qatar	A7	2007	10.7	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-00	Yes
Republic of Korea	A7	2007	3,678.0	1,104.0					0%	0%	No	No			Yes
Republic of Moldova	A7	2007	0.4	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Rwanda	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Saint Kitts and Nevis	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Saint Lucia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Samoa	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Sao Tome and Principe	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Saudi Arabia	A7	2007	1,064.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-07	Yes
Senegal	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Serbia	A7	2007	3.8	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	Yes
Seychelles	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Sierra Leone	A7	2007	16.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-07	Yes
Singapore	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Solomon Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Somalia	A7	2007	17.7	13.2	Decision XX/19			9.40	0%	49%	No	No	Country with a halon baseline that might need assistance to achieve the 2010 phase-out target		No
South Africa	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Sri Lanka	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-04	Yes
Sudan	A7	2007	2.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with a halon baseline and no current consumption		Yes
Suriname	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Swaziland	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Syrian Arab Republic	A7	2007	416.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-01	Yes
Thailand	A7	2007	271.7	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-99	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2007	32.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-02	Yes
Togo	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Tonga	A7	2006	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 50% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System
Trinidad and Tobago	A7	2007	46.6	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-98	Yes
Tunisia	A7	2007	104.3	0.0					0%	0%	No	Yes	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Jul-06	Yes
Turkey	A7	2007	141.0	14.3					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Nov-02	Yes
Turkmenistan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Tuvalu	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Uganda	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
United Arab Emirates	A7	2007	75.4	7.4					0%	0%	No	No			Yes
United Republic of Tanzania	A7	2007	0.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01 and Apr-08	Yes
Uruguay	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Vanuatu	A7	2007	0.0	15.9					Over	Over	No	No			No
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Viet Nam	A7	2007	37.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Apr-05	Yes
Yemen	A7	2007	140.0	0.7					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Mar-00	Yes
Zambia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes
Zimbabwe	A7	2007	1.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved halon banking and/or halon phase-out project	Dec-01	Yes

### Appendix III

#### METHYL BROMIDE ANALYSIS

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Afghanistan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Albania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Algeria	A7	2007	4.7	2.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-06	Yes	Yes
Angola	A7	2007	NDR	0.0							No	No	Country that is not yet Party to the Copenhagen Amendment		No	No
Antigua and Barbuda	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Argentina	A7	2007	411.3	297.5					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Mar-02	Yes	Yes
Armenia	A7	2007	0.0	0.0	Decision XVIII/20		0.00		0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption (At its 47th Meeting, the Committee decided that support for achieving compliance should be provided under UNEP CAP)		No	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Bahamas	A7	2007	0.2	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target		Yes	Yes
Bahrain	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Bangladesh	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Barbados	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target		Yes	Yes
Belize	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Benin	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Bhutan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Bolivia	A7	2007	0.6	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-01	Yes	Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2007	3.5	0.0	Decision XV/30	5.61	0.00		0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-03	Yes	Yes
Botswana	A7	2007	0.2	0.0	Decision XV/31				0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-98	No	Yes
Brazil	A7	2007	711.6	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-05	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Brunei Darussalam	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country that is not yet Party to the Copenhagen Amendment		No	No
Burkina Faso	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Burundi	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Cambodia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-05	Yes	Yes
Cameroon	A7	2007	18.1	5.1					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-07	Yes	Yes
Cape Verde	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Central African Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Chad	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Chile	A7	2007	212.5	168.0	Decision XVII/29				0%	0%	No	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Dec-00	Yes	Yes
China	A7	2007	1,102.1	384.1					0%	0%	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB (Possible additional funding for 100 ODP tonnes of MB used as a soil fumigant in ginsen crop).	Dec-03	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Colombia	A7	2007	110.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-08	Yes	Yes
Comoros	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Congo	A7	2007	0.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Cook Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Costa Rica	A7	2007	342.5	238.1					0%	0%	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-01	Yes	Yes
Cote d'Ivoire	A7	2007	8.1	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-04	Yes	Yes
Croatia	A7	2007	15.7	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-01	Yes	Yes
Cuba	A7	2007	50.5	4.8					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-04	Yes	Yes
Democratic People's Republic of Korea	A7	2007	30.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-98	Yes	Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2007	1.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Djibouti	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Dominica	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or		Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
													with no current consumption			
Dominican Republic	A7	2007	104.2	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-02	Yes	Yes
Ecuador	A7	2007	66.2	122.4	Decision XX/16			52.80	85%	131%	Yes	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Egypt	A7	2007	238.1	186.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-08	Yes	Yes
El Salvador	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-05	Yes	Yes
Equatorial Guinea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		No	Yes
Eritrea	A7	2007	0.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		No	Yes
Ethiopia	A7	2007	15.6	0.1					0%	0%	No	No	Country that is not yet Party to the Copenhagen Amendment		No	No
Fiji	A7	2007	0.7	0.4	Decision XVII/33	1.30	1.00	0.50	0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05	Yes	Yes
Gabon	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Gambia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Georgia	A7	2007	13.7	1.8					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05	Yes	Yes
Ghana	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Grenada	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Guatemala	A7	2008	400.7	152.6	Decision XVIII/26	400.70	361.00	320.56	0%	0%	Yes	Yes	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Guinea	A7	2007	NDR	0.0							No	No	Country that is not yet Party to the Copenhagen Amendment		Yes	No
Guinea Bissau	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Guyana	A7	2007	1.4	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target		Yes	Yes
Haiti	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		No	Yes
Honduras	CP	2008	259.4	177.0	Decision XVII/34	295.80	255.00	207.54	0%	0%	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-06	Yes	Yes
India	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Indonesia	A7	2007	40.7	9.6					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-04	Yes	Yes
Iran (Islamic)	A7	2007	26.7	4.2					0%	0%	Yes	No	Country with approved	Nov-05	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Republic of)													projects for complete phase-out of MB			
Iraq	NDR	NDR	NDR	NDR							No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		No	Yes
Jamaica	A7	2007	4.9	1.5					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05	Yes	Yes
Jordan	A7	2007	176.3	39.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-99	Yes	Yes
Kenya	A7	2007	217.5	17.4					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Kiribati	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Kuwait	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Kyrgyzstan	A7	2007	14.2	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-03	Yes	Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Lebanon	A7	2007	236.4	18.1					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-01	Yes	Yes
Lesotho	CP	2008	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country that is not yet Party to the Copenhagen Amendment		No	No
Liberia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2007	94.1	67.6	Decision XVII/37	96.00	75.00		0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05	Yes	Yes
Madagascar	A7	2007	2.6	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-05	Yes	Yes
Malawi	A7	2007	112.8	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-00	Yes	Yes
Malaysia	A7	2007	14.6	10.5					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-04	Yes	Yes
Maldives	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Mali	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Marshall Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Mauritania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Mauritius	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-03	Yes	Yes
Mexico	A7	2007	1,130.8	894.6					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-08	Yes	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Mongolia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Montenegro	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Morocco	A7	2007	697.2	263.8					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-08	Yes	Yes
Mozambique	A7	2007	3.4	0.4					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target		No	Yes
Myanmar	A7	2007	3.4	0.0					0%	0%	No	No	Country that is not yet Party to the Copenhagen Amendment		Yes	No
Namibia	A7	2007	0.8	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Nauru	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		No	Yes
Nepal	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country that is not yet Party to the Copenhagen Amendment		Yes	No
Nicaragua	A7	2007	0.4	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-05	Yes	Yes
Niger	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Nigeria	A7	2007	2.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Niue	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Oman	A7	2008	1.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-04	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Pakistan	A7	2007	14.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-05	Yes	Yes
Palau	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Panama	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Papua New Guinea	A7	2007	0.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-03	Yes	Yes
Paraguay	A7	2007	0.9	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05	Yes	Yes
Peru	A7	2007	1.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-00	Yes	Yes
Philippines	A7	2007	10.3	2.4					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-04	Yes	Yes
Qatar	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Republic of Korea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Republic of Moldova	A7	2007	7.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-05	Yes	Yes
Rwanda	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Saint Kitts and Nevis	A7	2007	0.3	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-06	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Saint Lucia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Samoa	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Sao Tome and Principe	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Saudi Arabia	A7	2007	204.1	55.5					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-07	Yes	Yes
Senegal	A7	2007	53.2	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-01	Yes	Yes
Serbia	A7	2007	8.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Seychelles	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Sierra Leone	A7	2007	2.6	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-05	Yes	Yes
Singapore	A7	2007	5.0	1.2					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Solomon Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Somalia	A7	2007	0.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		No	Yes
South Africa	A7	2007	602.7	60.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Sri Lanka	A7	2007	4.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-02	Yes	Yes
Sudan	A7	2007	3.0	1.8					0%	0%	No	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Suriname	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Swaziland	A7	2007	0.6	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Nov-02	Yes	Yes
Syrian Arab Republic	A7	2007	188.6	45.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-01	Yes	Yes
Thailand	A7	2007	183.0	122.0					0%	0%	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-04	Yes	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2007	12.2	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Dec-00	Yes	Yes
Togo	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Tonga	A7	2006	0.2	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current		No	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
													consumption			
Trinidad and Tobago	A7	2007	1.7	0.4					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-06	Yes	Yes
Tunisia	A7	2007	8.3	6.6					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target (Decision XV/12)		Yes	Yes
Turkey	A7	2007	479.7	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects that would as a minimum enable compliance with the 2005 MB limit	Dec-01	Yes	Yes
Turkmenistan	A7	2007	3.6	0.0					0%	0%	No	Yes	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target		Yes	Yes
Tuvalu	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Uganda	A7	2007	6.3	0.0	Decision XV/43	4.80	0.00		0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-01	Yes	Yes
United Arab Emirates	A7	2007	7.2	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
United Republic of Tanzania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with MB baseline equal to zero, or no calculated baseline or with no current consumption		Yes	Yes
Uruguay	A7	2007	11.2	8.4	Decision XVII/39	8.90			0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Jul-01	Yes	Yes
Vanuatu	A7	2007	0.2	0.4					100%	150%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 MB phase out target		No	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 20% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified Copenhagen Amendment
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2007	10.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Apr-05	Yes	Yes
Viet Nam	A7	2007	136.5	92.4					0%	0%	No	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-06	Yes	Yes
Yemen	A7	2007	54.5	35.7					0%	0%	Yes	Yes	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-08	Yes	Yes
Zambia	A7	2007	29.4	6.0					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-08	Yes	Yes
Zimbabwe	A7	2007	557.0	21.6					0%	0%	Yes	No	Country with approved projects for complete phase-out of MB	Nov-06	Yes	Yes

## Appendix IV

### CTC ANALYSIS

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Afghanistan	A7	2007	0.9	0.0					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-05	Yes	Yes
Albania	A7	2007	3.1	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-03	Yes	Yes
Algeria	A7	2007	20.9	2.0					0%	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-07	Yes	Yes
Angola	A7	2007	NDR	0.0						No	No			No	No
Antigua and Barbuda	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Argentina	A7	2007	187.2	13.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
Armenia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Bahamas	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Bahrain	A7	2007	0.8	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Bangladesh	A7	2007	5.7	0.1					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-04	Yes	Yes
Barbados	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Belize	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Benin	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Bhutan	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Bolivia	A7	2007	0.3	0.2					344%	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Mar-07	Yes	Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Botswana	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Brazil	A7	2007	411.6	50.3					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-08	Yes	Yes
Brunei Darussalam	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	No
Burkina Faso	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Burundi	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Cambodia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Cameroon	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Cape Verde	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Central African Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Chad	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Chile	A7	2007	0.6	0.7					678%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
China	A7	2007	49,142.1	265.1					0%	No	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-02	Yes	Yes
Colombia	A7	2007	6.1	0.6					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-06	Yes	Yes
Comoros	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Congo	A7	2007	0.6	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-08	Yes	Yes
Cook Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Costa Rica	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Cote d'Ivoire	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Croatia	A7	2007	3.9	-0.5					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Cuba	A7	2007	2.7	0.8					98%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-04	Yes	Yes
Democratic People's Republic of Korea	A7	2007	1,285.2	0.0					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2007	15.3	2.2	Decision XVIII/21	16.50	2.20	0.00	0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Mar-07	Yes	Yes
Djibouti	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Dominica	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Dominican Republic	A7	2007	29.0	0.0					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Ecuador	A7	2007	0.5	0.0					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005		Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
												CTC phase out target			
Egypt	A7	2007	38.5	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-04	Yes	Yes
El Salvador	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Equatorial Guinea	A7	2007	1.5	0.0					0%	No	No			No	Yes
Eritrea	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Ethiopia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	No	No
Fiji	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Gabon	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Gambia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Georgia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Ghana	A7	2007	0.4	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-04	Yes	Yes
Grenada	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Guatemala	A7	2008	10.6	0.0					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Guinea	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Guinea Bissau	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Guyana	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Haiti	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Honduras	CP	2008	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
India	A7	2007	11,505.3	707.3					0%	Yes	Yes	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-03	Yes	Yes
Indonesia	A7	2007	0.0	1.1					Over	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-04	Yes	Yes
Iran (Islamic Republic of)	A7	2007	77.0	0.0	Decision XIX/27		11.60	0.00	0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-06	Yes	Yes
Iraq	NDR	NDR	NDR	NDR						No	Yes			No	Yes
Jamaica	A7	2007	2.8	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-04	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Jordan	A7	2007	40.3	0.7					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-02	Yes	Yes
Kenya	A7	2007	65.9	0.1					0%	No	Yes	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Kiribati	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Kuwait	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-07	Yes	Yes
Kyrgyzstan	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Lebanon	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Lesotho	CP	2008	0.0	0.0					0%	No	No			No	No
Liberia	A7	2007	0.2	0.0					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Madagascar	A7	2007	0.0	0.0					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-07	Yes	Yes
Malawi	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Malaysia	A7	2007	4.5	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-01	Yes	Yes
Maldives	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Mali	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Marshall Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Mauritania	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Mauritius	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Mexico	A7	2007	62.5	79.1	Decision XVIII/30			9.38	744%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-07	Yes	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Mongolia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Montenegro	A7	2007	1.1	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-07	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Morocco	A7	2007	1.1	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Mozambique	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Myanmar	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Namibia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Nauru	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Nepal	A7	2007	0.9	0.1					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-05	Yes	Yes
Nicaragua	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Niger	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Nigeria	A7	2007	152.8	0.0					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-04	Yes	Yes
Niue	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Oman	A7	2008	0.1	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Pakistan	A7	2007	412.9	0.0	Decision XVIII/31	41.80			0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
Palau	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Panama	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Papua New Guinea	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Paraguay	A7	2007	0.6	0.1	Decision XIX/22		0.10	0.10	11%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Peru	A7	2007	1.0	0.0					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Philippines	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Qatar	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Republic of Korea	A7	2007	638.0	38.5					0%	No	No			Yes	Yes
Republic of Moldova	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Rwanda	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Saint Kitts and Nevis	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Saint Lucia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes

## Annex I

## Appendix IV

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2008	0.0	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-05	Yes	Yes
Samoa	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Sao Tome and Principe	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Saudi Arabia	A7	2007	259.2	5.5					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-07	Yes	Yes
Senegal	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Serbia	A7	2007	18.8	1.1					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-08	Yes	Yes
Seychelles	A7	2008	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Sierra Leone	A7	2007	2.6	0.1					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Singapore	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Solomon Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Somalia	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
South Africa	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Sri Lanka	A7	2007	35.1	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-04	Yes	Yes
Sudan	A7	2007	2.2	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-04	Yes	Yes
Suriname	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Swaziland	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Syrian Arab Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Thailand	A7	2007	7.5	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-01	Yes	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2007	0.1	0.0					0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 CTC phase out target		Yes	Yes
Togo	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Tonga	A7	2006	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Trinidad and Tobago	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over 85% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Tunisia	A7	2007	2.9	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Turkey	A7	2007	105.1	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
Turkmenistan	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Tuvalu	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Uganda	A7	2007	0.4	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Jul-08	Yes	Yes
United Arab Emirates	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
United Republic of Tanzania	A7	2007	0.1	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-08	Yes	Yes
Uruguay	A7	2007	0.4	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Vanuatu	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			No	Yes
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2007	1,107.2	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Viet Nam	A7	2007	1.6	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Yemen	A7	2007	0.0	0.0					0%	No	No			Yes	Yes
Zambia	A7	2007	0.7	0.0					0%	No	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Zimbabwe	A7	2007	11.6	0.0					0%	Yes	No	Country with an approved CTC phase-out plan/project	Nov-06	Yes	Yes



**Appendix V****TCA ANALYSIS**

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 30% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Afghanistan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Albania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-03	Yes	Yes
Algeria	A7	2007	5.8	4.0					0%	0%	Yes	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Nov-07	Yes	Yes
Angola	A7	2007	NDR	0.0							No	No			No	No
Antigua and Barbuda	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Argentina	A7	2007	65.7	17.4					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
Armenia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
Bahamas	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Bahrain	A7	2007	22.7	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Bangladesh	A7	2007	0.9	0.5	Decision XVII/27	0.55	0.55	0.55	0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-04	Yes	Yes
Barbados	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Belize	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Benin	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Bhutan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Bolivia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Bosnia and Herzegovina	A7	2007	1.6	0.0	Decision XVII/28	0.00			0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
Botswana	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
Brazil	A7	2007	32.4	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Brunei Darussalam	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	No

## Annex I

## Appendix V

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 30% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Burkina Faso	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Burundi	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Cambodia	A7	2007	0.5	0.3					0%	0%	No	Yes	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Cameroon	A7	2007	8.2	0.0					0%	0%	Yes	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Nov-06	Yes	Yes
Cape Verde	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Central African Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Chad	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Chile	A7	2007	6.4	3.5	Decision XVII/29	4.51	4.51	4.51	0%	0%	Yes	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
China	A7	2007	721.2	251.1					0%	0%	Yes	Yes	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Mar-00	Yes	Yes
Colombia	A7	2007	0.6	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Comoros	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Congo	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Cook Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Costa Rica	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Cote d'Ivoire	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Croatia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Cuba	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Democratic People's Republic of Korea	A7	2007	7.7	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Democratic Republic of the Congo	A7	2007	4.7	3.3	Decision XVIII/21	4.00	3.30	0.00	0%	0%	Yes	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Mar-07	Yes	Yes
Djibouti	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Dominica	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 30% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Dominican Republic	A7	2007	3.6	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Ecuador	A7	2007	2.0	0.0	Decision XVII/31				0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Egypt	A7	2007	26.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-04	Yes	Yes
El Salvador	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Equatorial Guinea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
Eritrea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
Ethiopia	A7	2007	0.5	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	No	No
Fiji	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Gabon	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Gambia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Georgia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Ghana	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Grenada	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Guatemala	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Guinea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Guinea Bissau	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Guyana	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Haiti	A7	2007	0.2	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		No	Yes
Honduras	CP	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
India	A7	2007	122.2	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Indonesia	A7	2007	13.3	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-04	Yes	Yes

## Annex I

## Appendix V

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 30% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Iran (Islamic Republic of)	A7	2007	8.7	0.5					0%	0%	Yes	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Nov-06	Yes	Yes
Iraq	NDR	NDR	NDR	NDR							No	Yes			No	Yes
Jamaica	A7	2007	1.4	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-04	Yes	Yes
Jordan	A7	2007	18.2	0.1					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Nov-02	Yes	Yes
Kenya	A7	2007	1.1	0.1					0%	0%	No	Yes	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Kiribati	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Kuwait	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Jul-07	Yes	Yes
Kyrgyzstan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Lao People's Democratic Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Lebanon	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Lesotho	CP	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	No
Liberia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Libyan Arab Jamahiriya	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Madagascar	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Malawi	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Malaysia	A7	2007	49.5	5.8					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-01	Yes	Yes
Maldives	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Mali	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Marshall Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Mauritania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Mauritius	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 30% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Mexico	A7	2007	56.4	0.1					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Micronesia (Federated States of)	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Mongolia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Montenegro	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Morocco	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Mozambique	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
Myanmar	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Namibia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Nauru	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
Nepal	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Nicaragua	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Niger	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Nigeria	A7	2007	32.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Jul-04	Yes	Yes
Niue	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Oman	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Pakistan	A7	2007	2.3	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Jul-03	Yes	Yes
Palau	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Panama	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Papua New Guinea	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Paraguay	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Peru	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Philippines	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Qatar	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Republic of Korea	A7	2007	513.3	254.5					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Republic of Moldova	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes

## Annex I

## Appendix V

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 30% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Rwanda	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Saint Kitts and Nevis	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Saint Lucia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Saint Vincent and the Grenadines	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Nov-05	Yes	Yes
Samoa	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Sao Tome and Principe	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Saudi Arabia	A7	2007	29.8	0.2					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Nov-07	Yes	Yes
Senegal	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Serbia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Seychelles	A7	2008	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Sierra Leone	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Singapore	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Solomon Islands	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Somalia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
South Africa	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Sri Lanka	A7	2007	3.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Jul-04	Yes	Yes
Sudan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-04	Yes	Yes
Suriname	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Swaziland	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Syrian Arab Republic	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Thailand	A7	2007	54.6	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-01	Yes	Yes
The Former Yugoslav Republic of Macedonia	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Togo	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Tonga	A7	2006	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes

Country	Source	Year of Latest Consumption	Baseline	Latest Consumption	Compliance Decision	2006 Action Plan Target	2007 Action Plan Target	2008 Action Plan Target	Percentage Over Freeze	Percentage Over 30% Reduction	Ongoing Phase-Out (As of February 2009)	Phase-Out in 2009 Business Plans	Remarks	Date Approved	Licensing System	Ratified London Amendment
Trinidad and Tobago	A7	2007	0.7	0.0					0%	0%	No	No	Country that has not received assistance to achieve the 2005 TCA phase out target		Yes	Yes
Tunisia	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Turkey	A7	2007	37.4	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Dec-03	Yes	Yes
Turkmenistan	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Tuvalu	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Uganda	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
United Arab Emirates	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
United Republic of Tanzania	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Uruguay	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			Yes	Yes
Vanuatu	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	No	No			No	Yes
Venezuela (Bolivarian Republic of)	A7	2007	4.7	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Viet Nam	A7	2007	0.2	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Yemen	A7	2007	0.9	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-2005 and Jul-2008	Yes	Yes
Zambia	A7	2007	0.1	0.0					0%	0%	No	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Apr-05	Yes	Yes
Zimbabwe	A7	2007	0.0	0.0					0%	0%	Yes	No	Country with an approved TCA phase-out plan/project	Nov-06	Yes	Yes



## Annex II

### INFORMATION ON COUNTRIES SUBJECT TO DECISIONS OF THE PARTIES ON COMPLIANCE AND PROJECTS CLASSIFIED WITH IMPLEMENTATION DELAYS IN THOSE COUNTRIES

Party	Compliance issue	Action	Multilateral Fund Comments	Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational	Report on Delayed Project and Projects with Status Reports
Albania	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than 2.2ODPT.	UNEP and UNIDO indicated that according to Albania the CFC consumption will be less than 2.2 ODP. Official confirmation from customs is pending. Albania has prepared a draft Amendment of the Decision of the Council of Ministers on ODS which will soon be submitted to their Minister of Environment, Forestry and Water Management as well as other Ministries for review and comments.	Yes but not yet confirmed.	
Armenia	Methyl bromide phase out	2007-2015 mebr consumption no greater than zero.	Armenia confirmed zero methyl bromide consumption in 2008. During 2008 no importer applied to the Ministry to get permission to import methyl bromide and no cases of illegal trade of methyl bromide were reported by the Customs State Committee.	Yes.	
Bangladesh	Methyl chloroform phase out	2007-2009 TCA consumption no greater than 0.550ODPT	UNDP indicated that Bangladesh is in the very early stages of collecting A7 and CP data and therefore they cannot provide this information for this meeting	Not available.	
Barbados	Regulatory measures	Submit a plan of action to ensure the prompt establishment and operation of an import and export licensing system for ozone depleting substances	UNDP informed that the ODS import / export regulation has not yet been formally posted in the National Gazette, while UNEP indicated that Barbados is now advising that this will be done by March 1st 2009	No but expected this year.	BAR/REF/43/TAS/11 & BAR/REF/43/TAS/12 - UNDP and UNEP have identified a local consultant that will assist with the implementation of the RMP update and the preparation of the TPMP proposal. The consultant is well connected within the Sector, and we expect to see results very soon.

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Belize	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than zero.	Belize has informed UNDP that it would be in compliance with its consumption obligation under the TPMP agreement with the ExCom in 2008. UNEP indicated that Belize is conducting an exhaustive 2008 data research. It seems that Belize imported 0.8 T of recycled CFC	Yes but not yet confirmed.	
Bosnia & Herzegovina	CFC phase out	Submit explanation for deviation from commitment to limit CFC consumption to no greater than 3.0 ODP-tonnes in 2007	UNIDO indicated that to date they have not received any information on the CFC consumption level for 2008. The non progress of the institutional strengthening project may result in non-compliance.	Not available.	BHE/HAL/42/TAS/18 - The scope of international and local equipment procurement finalized. Bidding will start upon settlement of the issue with the customs clearance and VAT exemption. BHE/SEV/43/INS/19 - Despite UNIDO's efforts, signature of the official documents has not yet been achieved. Mission will take place in March 2009 to revive the project implementation.
Botswana	Regulatory measures	Complete process of establishing licensing system and notify Ozone Secretariat by 31 March 2009	Botswana confirmed that the Bill for the control of use and trade in ODSs has been approved by the Cabinet of the Republic of Botswana and gazetted in the Government Gazette dated February 6th, 2009.	Yes.	BOT/SEV/41/INS/08 - Project completed and Phase III of IS project in progress
Chile	Methyl chloroform phase out	2007-2009 TCA consumption no greater than 4.512ODPT.	UNDP informed that preliminary information indicates that TCA consumption is below the target in 2008 and therefore the country continues in compliance, however no official data has been submitted for the year 2008. Chile informed UNEP that 2008	Yes but not yet confirmed.	CHI/SOL/41/TAS/154 - As a result of the project, the seven TCA and CFC 113 user companies assisted completed their conversion to alternatives and the main project objective can be considered achieved. Given the success of the project, assistance is being provided to support testing of the new formulations

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
			TCA consumption is below the limit established by the Action Plan.		on specific clients applications. With regards to the laboratory uses, out of the 10 laboratories identified and that received technical assistance to eliminate the use of CTC, 5 already completed the reconversion of their analytical techniques to non-ODS, 2 eliminated their analytical techniques using ODS and the last 3 are still testing their alternatives with samples acquired by the Project. Although the main solvents activities are completed we are updating the date of completion to October 2009 in order to finalize the work on laboratory uses in May and test on clients in September, on the understanding that this last one is an additional activity we could accomplish but the goal of the project has already been completed.
DR Congo	CTC phase out	2008 CTC consumption no greater than zero.	UNIDO and UNEP indicated that they have not yet received the official data report.	Not available.	
DR Congo	Methyl chloroform phase out	2008 TCA consumption no greater than zero.	UNIDO and UNEP indicated that they have not yet received the official data report.	Not available.	
Ecuador	Methyl bromide phase out	2008 MeBr consumption no greater than 52.8ODPT.	The World Bank informed that Ecuador indicated that 2008 consumption was not greater than 52.8 ODP MT. Preliminary data shows consumption to be at 51 ODP MT.	Yes but not yet confirmed.	ECU/FUM/26/TAS/23 - Final report of Sep. 08 testing has been issued. Highly satisfactory results were obtained with the application of the alternative substance (Agrocelhone) in terms of securing the same level of production, size and quality of the plants and flowers and effectively controlling pests such as nematodes. Second round of testing to re-confirm the results will start in Feb 09 (to follow the planting cycle) and will be completed by Jun 09. As reported before, this additional testing will not have a negative impact on compliance as the GoE is committed to controlling imports of MB as reflected in its action plan.

UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/6  
Annex II

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
El Salvador	CTC phase out	Continue CTC phase out efforts.	UNDP indicated that there were no imports of CTC in El Salvador in 2008 according to the NOU. The TPMP has been in contact with companies consuming CTC (small quantities). The companies have found alternatives, and they have agreed with the government that no future imports of CTC will be requested. UNEP informed that El Salvador indicated that activities carried out by the Government under TPMP facilitated the CTC phase-out	Yes.	
Equatorial Guinea	Regulatory measures	Notify OS of establishment of ODS licensing system	UNEP informed that the Government has indicated that a licensing system is indeed in place and will communicate soon to Ozone Secretariat to that effect.	Yes.	
Eritrea	Regulatory measures	Report establishment of licensing system	UNEP informed that the licensing system is still awaiting approval and enactment.	No.	
Fiji	Methyl bromide phase out	2008 mebr consumption no greater than 0.5ODPT.	UNEP indicated that the unofficial figure of MB consumption in non-QPS applications in 2008 is 0.13 ODPT. Official data on MB for the year 2008 would be reported later in 2009.	Yes but not yet confirmed.	
Guatemala	Methyl bromide phase out	2008 mebr consumption no greater than 320.56ODPT.	UNIDO indicated that according to the preliminary information they received from the NOU, the 2008 methyl bromide consumption was 207 ODP tonnes.	Yes but not yet confirmed.	
Guinea Bissau	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than 3.941ODPT.	UNEP informed that the country is still in the proces of collecting 2008 consumption data but NOU indicated that the country is likely to meet the reduction requirement.	Yes but not yet confirmed.	GBS/SEV/50/INS/09 - Political situation in the country required some delay in the release of funds for the ISP. The CAP team is monitoring the situation with the local UNDP prior to the resumption of the activities.

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
					GBS/REF/43/TAS/07 - International consultant mission took place early Sept 08. Bids for purchase of equipment were reviewed and supplier selected. Equipment has been purchased and it is expected this will arrive in the country before March 09. Project document has been revised to reflect the current realities of the country (strengthening of a Reference Centre, equipment, end user incentives). The signature of this revision document has been delayed due to a change of Minister at the end of 2008 but this should take place early 2009 and remaining activities under the project should be carried out during 2009.
Haiti	Regulatory measures	Submit a plan of action to ensure the prompt establishment and operation of an import and export licensing system for ozone depleting substances	UNEP assisted country in preparation of draft letter to be send to the Minister of Finance for the inclusion of ODS on the control list of trade products. Letter has been sent from the Minister of Environment to the Minister of Finance. The Minister of Finance now has to inform the Comptroller of Customs to administer this directive. As of February of 2009 this is not yet done. In 2008, UNEP facilitated the training of 300 Customs Officers in control and monitoring of the Trade of ODS and ODS containing technologies.	No.	
Honduras	Methyl bromide phase out	2008 mebr consumption no greater than 207.5424ODPT.	UNIDO indicated that according to the preliminary information they received from the NOU, the 2008 methyl bromide consumption was 177 ODP tonnes.	Yes but not yet confirmed.	

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Islamic Republic of Iran	CTC phase out	Reduce 2008 CTC consumption to zero.	UNIDO indicated that they have not received the official data report; however, according to their information CTC consumption in 2008 was zero. They also informed that the cancellation of the Bahman Plastic project is not related to a compliance problem.	Yes but not yet confirmed.	IRA/FOA/28/INV/50 - No progress was reported either by the counterpart or by the Ozone Office. IRA/FOA/37/INV/149 - Project was completed in December 2008.
Kenya	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than 10ODPT.	Germany and France indicated that import licenses have been issued for the 7.3 ODP tons	Yes but not yet confirmed.	
Kyrgyzstan	Halon phase out	2008 halon consumption no greater than zero.	UNIDO indicated that there is no information on the halon consumption in 2008 but that according to the NOU a full ban on halon import was introduced in June 2008.	Yes but not yet confirmed.	
Lesotho	Halon phase out	2008 halon consumption no greater than zero.	Germany indicated that Lesotho has not imported any halons for the last couple of years now.	Yes but not yet confirmed.	

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Libyan Arab Jamahiriya	Halon phase out	2008 halon consumption no greater than zero.	UNIDO indicated that there is no information on the halon consumption in 2008. Since to date the Government has not appointed an institute to host the halon banking equipment, project implementation could not start. In light of the above there is a risk of non-compliance.	Not available.	LIB/HAL/47/TAS/26 - No progress has been made since the last meeting.
Maldives	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than zero.	UNDP informed that NOU is in the very early stages of collecting A7 and CP data and therefore they cannot provide this information for this meeting.	Not available.	MDV/REF/38/TAS/05 - There has been no progress in resolving this issue since the 57th meeting since the National Ozone Unit has changed again. The New Ozone Officer is now working with UNDP to address the issue of hiring a consultant for the project, however in the eventuality that a consultant cannot be identified locally, the NOU of Sri Lanka has agreed to assist in identifying a consultant from Sri Lanka to conduct the work required to complete this project.

UNEP/OzL.Pro/ExCom/57/6  
Annex II

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Mexico	CTC phase out	2008 CTC consumption no greater than 9.376ODPT.	UNIDO indicated that they have not yet received the official data report of Mexico.	Not available.	MEX/FUM/26/DEM/86 - Limited progress in 2008. A revised plan of action for the remaining funds will be submitted to ExCom 57 in order to complete the project execution in 2009. MEX/FUM/42/TAS/118 - All the activities were completed in 2008.
Namibia	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than 2.0ODPT.	Germany indicated that Namibia reported zero imports since 2007. There are no imports of CFCs into the country since then.	Yes but not yet confirmed.	
Nauru	Regulatory measures	Submit a plan of action to ensure the prompt establishment and operation of an import and export licensing system for ozone depleting substances	According to Australia, the Nauru Cabinet, at its 29 august 2008 meeting, approved the “Licensing System for Import and Export of Ozone Depleting Substances (ODS) 2008” and submitted for final endorsement by the Parliament. Section 1 to 6 of the Licensing System has been gazetted.	Yes.	
Nepal	CFC phase out	2008: release no more than 4.05ODPT onto domestic market.	UNDP informed that NOU is in the very early stages of collecting A7 and CP data and therefore they cannot provide this information for this meeting.	Not available.	

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Nigeria	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than 300ODPT.	UNDP indicated that in the progress report and request for a new tranche, the country reported 17.5 ODP tones of CFCs only for 2007. While no information is known for 2008, UNDP assumes that this benchmark of 300 ODTT will easily be met.	Not available.	
Paraguay	CFC phase out	Maintain 2008 CFC consumption at no greater than 31.6ODPT.	UNDP informed that preliminary information indicates that the CFC consumption is below the target in 2008 and therefore the country continues in compliance, however no official data has been submitted for the year 2008	Yes but not yet confirmed.	
Paraguay	CTC phase out	Maintain 2008 CTC consumption at no greater than 0.1ODPT.	UNDP informed that preliminary information indicates that the CTC consumption is below the target in 2008 and any imports correspond to laboratory uses, therefore the country continues in compliance; however no official data has been submitted for the year 2008.	Yes but not yet confirmed.	
Saint Vincent & the Grenadines	CFC phase out	2008 CFC consumption no greater than 0.22ODPT.	Country reported zero importation of CFC in 2008	Yes.	

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Solomon Islands	CFC phase out	Submit explanation for the 2006 CFC excess consumption together with a plan of action with time-specific benchmarks for ensuring the Party's prompt return to compliance.	According to Australia, the country has sent a letter to the Ozone Secretariat in November 2008 explaining that their licensing system was not yet established in 2006 and hence the government was not able to control their 2006 import. The licensing system is now in place starting 29 June 2007. CFCs import is now prohibited and the country reported zero CFC consumption in 2007.	Yes.	
Solomon Islands	CFC phase out	Possible non-compliance in 2007 with the CFC control measure of zero ODP tonnes.	According to Australia, the country has sent a letter to the Ozone Secretariat in November 2008 explaining that their licensing system was not yet established in 2006 and hence the government was not able to control their 2006 import. The licensing system is now in place starting 29 June 2007. CFCs import is now prohibited and the country reported zero CFC consumption in 2007.	Yes.	
Solomon Islands	Data Reporting	Submit 2007 data	According to Australia, the 2007 data was submitted in November 2008, but was not received by the Ozone Secretariat. OS has now confirmed that the data was received in January 2009.	Yes.	

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Somalia	CFC phase out	Submit no later than 31 March 2009 a plan of action with time-specific benchmarks to ensure the party's prompt return to compliance with its consumption of CFCs.	UNEP informed that they are in the process of assisting the NOU to collect data and prepare a revised action plan by end of March 2009.	No.	SOM/SEV/35/TAS/01 - The delays were due the unrest in the Country. The CAP is assisting Somalia NOU to develop a special action to comply with the action plan approved by the ImpCom. SOM/SEV/36/INS/03 - This phase of the ISP Somalia was completed in September 2008 and 1st disbursement was made for the subsequent phase. SOM/SEV/44/INS/05 - Communication has resumed with Somalia NOU and 1st disbursement of funds was made in December 2008. Completion of this phase is expected in July 2009.
Somalia	Halon phase out	2008 halon consumption no greater than 9.4ODPT.	UNEP informed that they are in the process of assisting the NOU in collecting data and report the 2008 consumption data.	No.	
Somalia	Regulatory measures	Introduction of a system for licensing the imports and exports of ozone-depleting substances, including import quotas, by the end of December 2009.	UNEP informed that there is no licensing system in place and NOU is awaiting for improvement of security situation in the country.	No.	

<b>Party</b>	<b>Compliance issue</b>	<b>Action</b>	<b>Multilateral Fund Comments</b>	<b>Achieved/Resolved/Regulatory Measures Operational</b>	<b>Report on Delayed Project and Projects with Status Reports</b>
Tonga	Data Reporting	Submit 2007 data	According to Australia, the country is in the process of collection and verifying 2007 data. Previous ODS Officer resigned in 2008 and the replacement has not yet been appointed. This has caused delay in data collection and reporting.	Not available.	
Tonga	Regulatory measures	Submit a plan of action to ensure the prompt establishment and operation of an import and export licensing system for ozone depleting substances	According to Australia, Tonga's Ozone Layer Protection Bill was submitted to Cabinet by Crown Law in June 2008 together with other environment bills (Water Resources Management, Biosafety, Hazardous Chemicals and Waste, Environment Management Bill). The Cabinet suggested some changes. The Ozone Layer Protection Bill was re-submitted to Cabinet for consideration in October 2008. There has been no progress since then.	No.	

**Annex III**  
**PROGRESS OF ACHIEVING COMPLIANCE**

<b>Countries that responded thus far to the Fund Secretariat questionnaire on the assessment of potential risk of non-compliance</b>	88 countries (Afghanistan, Albania, Algeria, Angola, Antigua and Barbuda, Argentina, Armenia, Bahrain, Barbados, Belize, Benin, Bhutan, Bolivia, Brazil, Brunei Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodia, Cameroon, Cape Verde, Chad, Chile, China, Colombia, Comoros, Congo, Croatia, Democratic Republic of Congo, Dominican Republic, Ecuador, Egypt, El Salvador, Eritrea, Fiji, Gabon, Georgia, Ghana, Guatemala, Guinea, Guyana, Honduras, India, Indonesia, Jamaica, Kyrgyzstan, Lao, PDR, Lebanon, Liberia, Libyan Arab Jamahiriya, Malaysia, Mali, Mauritania, Mexico, Moldova, Mongolia, Montenegro, Morocco, Mozambique, Namibia, Oman, Pakistan, Palau, Paraguay, Papua New Guinea, Paraguay, Peru, Rwanda, Saint Lucia, Saint Vincent and the Grenadines, Senegal, Serbia, Seychelles, Sierra Leone, Somalia, Sudan, Suriname, Swaziland, Syrian Arab Republic, Thailand, The Former Yugoslav Republic of Macedonia, Togo, Trinidad and Tobago, Tunisia, Turkey, Turkmenistan, Venezuela (Bolivarian Republic of), Viet Nam, Zambia, Zimbabwe)
<b>Countries that indicated that are confident in achieving or maintaining compliance when contacted by telephone but did not send thus far their complete answers to the risk assessment questionnaire</b>	4 countries (Botswana, Dominica, Guinea-Bissau, Panama)
<b>Countries that provided comments to the risk indicators</b>	53 countries (Afghanistan, Albania, Angola, Argentina, Armenia, Bahrain, Barbados, Belize, Bhutan, Brazil, Burkina Faso, Cambodia, Cameroon, Chile, China, Colombia, Croatia, Democratic Republic of Congo, Dominican Republic, Egypt, Fiji, Georgia, Honduras, India, Jamaica, Kenya, Kyrgyzstan, Lao, PDR, Lebanon, Liberia, Malaysia, Moldova, Mongolia, Morocco, Mozambique, Namibia, Oman, Palau, Papua New Guinea, Rwanda, Sierra Leone, Somalia, Sri Lanka, Syrian Arab Republic, Thailand, The Former Yugoslav Republic of Macedonia, Togo, Turkmenistan, Uruguay, Venezuela (Bolivarian Republic of), Viet Nam, Zambia, Zimbabwe)

The general indicators are grouped into the categories of indicators covering: licensing systems and importer registration; the extent to which the NOU is operational and integrated into the country's national institutions, the country's views on compliance and the forces encouraging or hindering compliance, and the extent to which ongoing projects are delayed. The risk indicators assessed on the basis of each substance can be divided into two groups: main indicators and those that might indicate risk. The main indicators are related to whether or not the Multilateral Fund has provided assistance to address the remaining consumption of a given ODS either through CAP initiatives or approved projects addressing all of the remaining consumption. The second group consists of indicators that are related to delays, timing, and percentage of disbursement for the projects addressing remaining consumption, approval of annual tranches, consumption patterns and comparisons between imports and quotas, as well as to the cost of ODS versus their alternatives (where available). No further assessments were done for the countries that responded to the risk assessment questionnaire and that indicated that they are confident or very confident to achieve or maintain compliance. The following analysis was done only for the countries that did not respond to the risk assessment questionnaire.

General indicators of potential non-compliance difficulties

<b>Indicator</b>	<b>Indicator Description</b>	<b>Countries at risk</b>	<b>Countries for which the indicator could not be calculated</b>
Established licensing system	Countries that have not established licensing systems are at risk of unexpected imports leading to non-compliance.	5 countries (Ethiopia, Haiti, Nauru, Tonga, Vanuatu)	-

<b>Indicator</b>	<b>Indicator Description</b>	<b>Countries at risk</b>	<b>Countries for which the indicator could not be calculated</b>
Operational licensing system	If licensing systems are not operating effectively, countries could still be at risk of non-compliance.	7 countries (Kiribati, Madagascar, Micronesia (Federated States of), Nicaragua, Niue, Solomon Islands, Tuvalu)	3 countries
Importers registered	Countries that do not register importers may be at risk of non-compliance because they do not have full knowledge of ODS importers.	6 countries (Haiti, Kiribati, Malawi, Niue, Solomon Islands, Tuvalu)	6 countries
Operational NOU	Countries that have not identified activities under implementation by an NOU may not have operational NOUs and are considered to be at risk because NOUs are the front-line managers of the national ODS phase-out plan.	2 countries (Tonga, Vanuatu)	2 countries
NOUs fully integrated into national institutions	When NOUs are fully integrated into national institutions they are more likely to encourage government action to support compliance.	-	3 countries
Projects with implementation delays	Progress in resolving causes of delays	Thirteen of the projects listed with delays at the 56 <sup>th</sup> Meeting have now been completed. (Annex IV)	
	Projects with some progress	Nineteen projects were classified as showing “some progress”. (Annex V)	
	Projects with no progress - letter of possible cancellation	N/A	
	Projects with no progress reported to two consecutive meetings	N/A	
	Projects with continued monitoring for milestones	N/A	
Projects for which additional status reports were requested		Fourteen projects for which additional status reports are requested for submission to the 58 <sup>th</sup> Meeting (Annex VI).	
Projects for which status report to be reported to the 57th Meeting for possible cancellation		Germany. Recovery and recycling of CFCs. (URT/REF/36/TAS/14)	
Project cancellation by mutual agreement		UNIDO. Phasing out ODS in manufacturing of flexible PU slabstock foam through the use of liquid CO <sub>2</sub> blowing technology at Bahman Plastic Co. (IRA/FOA/28/INV/50)	

Indicators of potential non-compliance difficulties assessed on the basis of ODS substance

Indicator	Indicator Description	Countries at risk					Countries for which the indicator could not be calculated
		CFC	CTC	Halons	MBR	TCA	
Timing (project approved less than one year ago)	Where projects were approved less than one year ago, implementation may have just started and there may not have been enough time yet to implement the project and avoid the risk of non-compliance	23 countries  (Central African Republic, Costa Rica, Cote d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Gambia, Grenada, Iran, Kenya, Korea, DPR, Madagascar, Malawi, Maldives, Niger, Nigeria, Philippines, Qatar, Samoa, Sao Tome and Principe, Saudi Arabia, Uganda, United Republic of Tanzania, Yemen)	7 countries  (Cuba, Korea, DPR, Kuwait, Madagascar, Nigeria, Saudi Arabia, United Republic of Tanzania)	1 country  (Saudi Arabia)	1 countries  (Saudi Arabia)	3 countries  (Kuwait, Nigeria, Saudi Arabia)	-
Annual tranche approved on schedule	Countries with projects or plans for final phase-out that are not submitted and approved as scheduled may be at risk of non-compliance.	4 countries  (Bangladesh, Cuba, Kuwait, Nepal)	0 countries	0 countries	1 country  (Costa Rica)	0 countries	-
Period of delay in implementation (months)	Delayed projects or plans for final phase-out which are delayed in implementation are indications that the compliance risk of the country needs close monitoring.	18 countries  (Bangladesh, Bosnia and Herzegovina, Cook Islands, Ethiopia, Haiti, Kiribati, Lesotho, Marshall Islands, Mauritius, Micronesia (Federated States of), Myanmar, Nauru, Niue, Solomon Islands, Sri Lanka, Tonga, Tuvalu, Vanuatu)	3 countries  (Bangladesh, Ethiopia, Sri Lanka)	7 countries  (Bosnia and Herzegovina, Ethiopia, Iran (Islamic Republic of), Jordan, Kenya, Lesotho, United Republic of Tanzania)	6 countries  (Costa Rica, Cote d'Ivoire, Jordan, Mauritius, Sri Lanka, Yemen)	5 countries  (Bangladesh, Bosnia and Herzegovina, Ethiopia, Mauritius, Sri Lanka)	-
Percent of Disbursement	If projects have not disbursed funds during their first year of	15 countries  (Bahamas, Bangladesh,	2 countries  (Bangladesh, Iran	1 country  (Haiti)	3 countries  (Kenya, Mauritius, Saint Kitts and	3 countries  (Bangladesh, Iran (Islamic	-

Indicator	Indicator Description	Countries at risk					Countries for which the indicator could not be calculated
		CFC	CTC	Halons	MBR	TCA	
	implementation, there may not have been any activities to reduce the risk of non-compliance	Bosnia and Herzegovina, Cook Islands, Haiti, Kuwait, Lesotho, Mauritius, Myanmar, Nauru, Nepal, Nicaragua, Niue, Saint Kitts and Nevis, Sri Lanka)	(Islamic Republic of)		Nevis)	Republic of), Mauritius)	
Consumption Patterns	Countries whose consumption patterns do not indicate a consistent linear decrease in consumption may be at risk of increasing their consumption, unless the reasons for the irregular pattern are understood.	8 countries  (Haiti, Jordan, Kenya, Korea, DPR, Maldives, Nicaragua, Solomon Islands, Vanuatu)	5 countries  (Cuba, Iran, Jordan, Korea, DPR, Sri Lanka)	2 countries  (Saudi Arabia, Vanuatu)	6 countries  (Iran (Islamic Republic of), Kenya, Philippines, Saint Kitts and Nevis, Saudi Arabia, Vanuatu)	1 country  (Iran (Islamic Republic of))	-
Imports declining faster than Quotas	If actual imports do not decline faster than quotas for the same period, then a country may be at risk of non-compliance. Data has been analyzed for 2005-2007, where available.	6 countries  (Bangladesh, Cuba, Grenada, Iran (Islamic Republic of), Marshall Islands, Solomon Islands)	2 country  (Cuba, Nepal)	0 countries	2 countries  (Costa Rica, Saint Kitts and Nevis)	0 countries	CFC – 31 countries Halons – 40 countries MBR – 37 countries CTC – 39 countries TCA – 40 countries
Imports below or Same Quotas (Latest CP)	If levels of imports are above quotas, then a country may be at risk of non-compliance.	4 countries  (Cote d'Ivoire, Malawi, Micronesia (Federated States of), Niger)	1 countries  (Cuba)	0 countries	3 countries  (Costa Rica, Philippines, Saint Kitts and Nevis)	0 countries	CFC – 16 countries Halons – 26 countries MBR – 24 countries CTC – 26 countries TCA – 25 countries

Indicator	Indicator Description	Countries at risk					Countries for which the indicator could not be calculated
		CFC	CTC	Halons	MBR	TCA	
Difference between the prices of HFC-134a and CFC-12 is declining (previous years)	Countries may be at risk where the difference in prices of HFC-134a and of CFC-12 is not declining.	6 countries  (Costa Rica, Marshall Islands, Iran, Niger, Sao Tome and Principe, Yemen)					27 countries
Difference between the prices of HFC-502 and CFC-12 is declining (previous years)	Countries may be at risk where the difference in prices of HFC-502 and of CFC-12 is not declining.	3 countries  (Lesotho, United Republic of Tanzania, Yemen)					37 countries



**Annex IV****COMPLETED PROJECTS**

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project Title</b>
UNIDO	ALG/FUM/50/TAS/65	Technical assistance to phase out methyl bromide in pulses disinfestations
UNDP	ARG/SEV/45/TAS/144	Assistance to carry out an HCFC survey
UNDP	BRA/SEV/45/TAS/271	Assistance to carry out an HCFC survey
UNEP	GLO/SEV/45/TAS/262	Assistance for regional awareness raising (2005)
Portugal	GLO/SEV/47/TAS/269	Communication and cooperation support to Portuguese speaking countries (Angola, Cape Verde, East Timor, Guinea Bissau, Mozambique and Sao Tome and Principe)
UNIDO	IDS/SOL/44/INV/162	Plan for terminal phase-out of ODS in the solvent sector
UNIDO	IRA/FOA/37/INV/149	Phasing out of ODS in the manufacture of flexible slabstock foam through the use of LCD blowing technology at Esfanj Shirvan Co.
UNIDO	IVC/FUM/42/INV/19	Phase-out the use of methyl bromide commodities and storage fumigation
Spain	MEX/FUM/42/TAS/118	Technical assistance to comply with 2005 phase-out of 20% of methyl bromide
UNIDO	PAK/PAG/35/INV/42	Conversion of carbon tetrachloride as process solvent to 1,2-dichloroethane at Himont Chemicals Ltd.
UNDP	SYR/REF/38/INV/86	Sector phase out plan for CFCs in the refrigeration manufacturing sector (except domestic refrigeration)
UNDP	SYR/SEV/45/TAS/90	Assistance to carry out an HCFC survey
UNDP	VEN/SEV/45/TAS/102	Assistance to carry out an HCFC survey



**Annex V****PROJECTS THAT ARE CLASSIFIED AS “SOME PROGRESS”**

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project Title</b>
UNDP	AFR/FUM/38/TAS/32	Technical assistance for methyl bromide reductions and formulation of regional phase-out strategies for low-volume consuming countries
UNEP	AFR/SEV/45/TAS/33	Sub-regional project on harmonisation of legislative and regulatory mechanisms to improve monitoring and control of ODS consumption in English-speaking Africa
UNIDO	ALG/REF/44/INV/62	Conversion of CFC-11 to HCFC-141b and CFC-12 to HFC-134a technology in the last group of commercial refrigerator manufactures (refrigeration sector terminal project)
IBRD	ARG/REF/18/INV/39	Elimination of CFC in the manufacturing plant of domestic refrigerators of Neba S.A.
UNEP	ARG/REF/32/TRA/115	Training programme for the refrigeration servicing sector (Phase III)
UNDP	CHI/SOL/41/TAS/154	Technical assistance to phase-out ozone depleting solvents
UNDP	COL/PAG/48/INV/66	Phase-out of CTC as process agent in the elimination of nitrogen trichloride during chlorine production at Prodesal S.A.
UNIDO	DOM/FUM/38/INV/33	Phase-out of methyl bromide in melon, flowers and tobacco
IBRD	ECU/FUM/26/TAS/23	Demonstration project for testing methyl bromide alternatives in soil treatment for the flower growing industry
UNEP	GLO/REF/48/TAS/275	Global technical assistance programme in the chiller sector
UNDP	MAL/FUM/43/TAS/151	Technical assistance programme to install alternatives and phase-out all remaining non-QPS uses of methyl bromide
UNIDO	ROM/PAG/50/INV/36	Terminal phase-out management plan of CTC production/consumption for process agent uses
UNEP	SOM/SEV/35/TAS/01	Formulation of national phase out strategy
UNEP	SRL/PHA/43/TAS/24	National compliance action plan: halon bank management
Japan	SRL/PHA/43/TAS/26	National compliance action plan: incentive programme for commercial and industrial refrigeration end-users
Japan	SRL/PHA/43/TAS/27	National compliance action plan: MAC recovery/recycling and retrofit
Japan	SRL/PHA/43/TAS/28	National compliance action plan: recovery and recycling programme
IBRD	THA/HAL/32/INV/134	Terminal halon-1211 & halon-1301 phaseout project for fire equipment manufacturers and suppliers converting to ABC powder, CO2, HFC-227ea and inert gases
UNDP	URU/ARS/43/INV/42	Phase-out of CFC consumption in the manufacture of aerosol metered dose inhalers (MDIs)



**Annex VI****PROJECTS FOR WHICH ADDITIONAL STATUS REPORTS WERE REQUESTED**

<b>Agency</b>	<b>Code</b>	<b>Project Title</b>
UNIDO	BHE/SEV/43/INS/19	Extension of the institutional strengthening project (phase II)
UNEP	ETH/SEV/41/INS/12	Extension of institutional strengthening project (phase IV)
UNEP	ETH/SEV/50/INS/16	Extension of the institutional strengthening project (phase IV)
UNEP	GBS/SEV/50/INS/09	Extension of the institutional strengthening project (phase II)
UNIDO	KUW/HAL/45/PRP/07	Preparation of a halon phase-out plan
UNIDO	LIB/HAL/47/TAS/26	Plan for the phase-out of import and net consumption of halons in the fire fighting sector
UNDP	MDV/REF/38/TAS/05	Implementation of the RMP: awareness and incentive programme
UNDP	MEX/FUM/26/DEM/86	Alternatives to methyl bromide for structural fumigation in Mexico
UNEP	PAN/SEV/44/INS/21	Extension of institutional strengthening project (phase IV)
UNEP	PER/SEV/37/INS/31	Renewal of institutional strengthening project (Phase 3)
UNEP	SOM/SEV/44/INS/05	Establishment of the National Ozone Committee (institutional strengthening)
Australia	VAN/REF/36/TAS/02	Implementation of the PIC Strategy: assistance for enforcing ODS regulations and training programme for customs officers
UNIDO	YUG/PHA/43/TAS/23	National CFC phase-out plan (first tranche)
UNIDO	YUG/SEV/44/INS/25	Extension of institutional strengthening project (phase II)